

FEMMES &  
INNOVATION



22 NOVEMBRE 8  
HÔTEL DE RÉGION  
TOULOUSE 2018

WWW.FEMMES-INNOVATION.COM



LE JOURNAL TOULOUSAIN

JT

MÉDIA DE SOLUTIONS

COMPRENDRE, S'INSPIRER, AGIR 1€

Et maintenant p.11  
GESTION DE L'EAU :  
JEAN-LUC MOUDENC  
A CHOISI VEOLIA ET SUEZ

Politique p.15  
PRÈS DE 30 000 RADIATIONS  
DES LISTES ÉLECTORALES  
TOULOUSAINES

# Handicap : OBJECTIF EMPLOI

L'heβδο adapté



JEUDI 22 > 28 NOVEMBRE 2018 · N° 815

© Héliène Ressayres / JT

R 29141 - 0815- F 1,00€



C'EST L'HISTOIRE D'ENTREPRISES...

# pas très à l'aise avec le handicap

est édité par Scoparl News-Médias 3.1  
32 Rue Riquet, 31000 Toulouse  
Tél : 09.83.27.51.09  
redaction@lejournaltoulouse.fr  
Registre du commerce :  
RCSB 803 281 880  
N° Commission Paritaire:  
1016 C 83361  
ISSN : 2425.1151  
Dépôt légal à parution  
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :  
Rémi Demersseman  
RÉDACTEUR EN CHEF :  
Séverine Sarrat  
redaction@lejournaltoulouse.fr  
RÉDACTION :  
Philippe Salvador, Nicolas Mathé, Nicolas  
Belaubre, Séverine Sarrat, Paul Périé et  
Salomé Dubart.  
CHEF DE PROJET WEB :  
Fabien Pomiès  
CORRECTION :  
Thomas Gourdin  
PHOTOGRAPHES :  
Franck Alix et Héléne Ressayres  
MAQUETTE :  
Séverine Sarrat  
IDENTITÉ VISUELLE :  
www.cathycombarnous.fr  
ANNONCES LÉGALES :  
Tél. : 09.83.27.51.41  
annonceslegales@lejournaltoulouse.fr  
Le Journal Toulousain est habilité  
à publier les annonces légales  
et judiciaires en Haute Garonne  
Tarif préfectoral 2018 : 4,16 € HT la ligne.  
ABONNEMENT : 48 € pour 50 numéros  
et le contenu numérique.  
SERVICE COMMERCIAL  
(annonces légales et parutions publicitaires) :  
Véronique Lapeyre et Xavier Pamphile  
Tél : 09.83.27.51.41  
veronique.lapeyre@lejournaltoulouse.fr  
IMPRESSION : Rotimpres (Espagne)  
Pol. Ind. Casa Nova  
Carrer Pla de l'Estany s/n  
17181 Aiguaviva (Girona)  
Journal fondé en 1997 par André Gallego



En parler ou pas ? Comme pour n'importe quelle particularité susceptible d'entraîner une forme de discrimination, la question d'afficher ou non son handicap au moment de postuler à un emploi revient fréquemment dans les témoignages. Preuve d'un malaise persistant. Ces récits de parcours de combattants évoquent parfois le cynisme. Celui d'employeurs cherchant à recruter en priorité des personnes en fauteuil roulant pour satisfaire à leurs obligations, au détriment d'autres handicaps, moins visibles. Ils font surtout état d'un mécanisme d'exclusion plus insidieux, basé sur la méconnaissance.

Dans ces histoires, les personnes ayant subi un accident, ou une usure générale due à la pénibilité de leur poste, se trouvent confrontés à une perte de confiance de l'entourage professionnel et à une mise au ban progressive. Dans la plupart des cas, les victimes de ce déclassement estiment qu'une franche discussion pour évaluer la situation ou un petit aménagement aurait abouti à une solution pérenne. Le temps nécessaire à ces ajustements semble en tout cas manquer pour éviter l'isolement et la précarité des personnes handicapées. Mais ces témoignages, ne doivent pas occulter les happy-ends, souvent sources de progrès social dans l'entreprise. Sans bien sûr les présenter comme des généralités. C'est toute la difficulté du sujet, trouver le juste équilibre entre demande de normalité et affirmation de la différence.



Nicolas Mathé

**Veux-tu**

LE JOURNAL TOULOUSAIN  
DES SOLUTIONS CHAQUE SEMAINE

**T'ABONNER ?**

**OUI**  
Merci beaucoup !  
  
Ce sera un plaisir de te compter parmi nos lectrices/lecteurs

**J'hésite encore...**  
Tu aimes lire ?  
OUI → Tu es curieux ?  
NON → Super ça fera un cadeau pour ta tante !  
OUI → Tu aimes essayer de trouver une solution à chaque problème ?  
NON → Tu aimes briller en société ?  
OUI → Chaque semaine, pleins d'infos constructives pour faire mouche !  
NON → Sors de ta grotte et fais nous un chèque !

**NON**  
Tu cherches du papier pour allumer ton barbecue ?  
OUI → Ça tombe bien, on t'en livre toutes les semaines !  
NON → Tu es pour l'extinction des petits bébés ours polaires ?  
OUI → Abonnes-toi, ça urge !  
NON → Captain Planet te remercie de t'abonner !

---

**ABONNEMENT 6 MOIS / 26 €** : édition papier + Web  
**ABONNEMENT 1 AN / 48 €** : édition papier + Web offert  
**OUI** Je m'abonne au JT !

6 MOIS  1 AN

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
CP \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Mail \_\_\_\_\_

Par chèque à l'ordre de : Le Journal Toulousain  
 Par carte bancaire n° \_\_\_\_\_  
Expire fin \_\_\_\_/\_\_\_\_ Cryptogramme \_\_\_\_\_

Signature obligatoire \_\_\_\_\_

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à  
Le Journal Toulousain  
32, rue Riquet  
31 000 Toulouse

LE JOURNAL TOULOUSAIN

**CAP.** À l'occasion de la 22<sup>e</sup> Semaine européenne de l'emploi des personnes handicapées, les portes ouvertes, salons et rencontres en tous genres se multiplient partout en France. Des événements visant à démontrer les impacts positifs de l'inclusion du handicap dans le monde du travail. Car, au-delà de la formation et de l'accompagnement, les exemples concrets sont encore les plus sûrs moyens de faire évoluer les mentalités. À l'image de ce restaurant dont la plupart des salariés sont handicapés, de cette association pionnière dans le domaine de l'insertion, ou de cette start-up qui transforme le handicap en une chance pour l'entreprise. Cette semaine, le JT gomme les différences.



**Jt**

# HANDI objectif

**D**ifficile de poser un regard tranché et définitif sur l'évolution de l'emploi des personnes handicapées en France tant le sujet divise. Jugée désastreuse par certaines associations, la situation est, pour d'autres acteurs, en voie d'amélioration. Même les chiffres envoient des signaux contradictoires. Côté face, le taux de chômage des personnes handicapées (19%) est le double de celui de l'ensemble de la population active, avec une courbe qui continue d'augmenter alors que la tendance globale est à la stabilisation. Côté pile, avec près d'un million de travailleurs, le nombre de personnes handicapées en situation d'emploi connaît, lui aussi, une hausse constante au cours des

« Les personnes handicapées au chômage sont plus âgées que la moyenne globale »

dix dernières années. « La situation est paradoxale car la progression du chômage auprès de ce public est également liée à l'ensemble des progrès médicaux qui permettent aujourd'hui à des invalides de se porter sur le marché du travail, ce qui n'était pas le cas avant », observe Marc Dujardin, délégué régional de l'Agefiph, l'Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des handicapés.

Au rayon des avancées, l'Obligation d'emploi des travailleurs handicapés (OETH) instaurée dans les années 1980 et imposant un quota de 6 % dans les entreprises

de plus de 20 salariés, a semble-t-il porté ses fruits en termes de sensibilisation et d'ouverture. La part des sociétés qui emploient au moins un salarié handicapé est passée de 60 % en 2006 à 80 % aujourd'hui. De même, le taux d'établissements qui ne mènent aucune action positive et se contentent de verser une contribution financière à l'Agefiph n'est plus que de 8 %, contre 26 % il y a dix ans. Cependant, 30 % seulement des employeurs respectent l'obligation des 6 % en ayant uniquement recours à l'emploi direct. « Il subsiste des freins structurels. On constate, par exemple, que les personnes handicapées au chômage sont plus âgées, bien moins qualifiées et restent plus longtemps inactives que la moyenne globale. Ce sont des indicateurs préoccupants sur lesquels



# CAP : emploi

il est indispensable de se pencher », développe Marc Dujardin. En outre, l'allongement de la vie professionnelle et les pathologies tardives qui en découlent augmentent le nombre de personnes obtenant un statut de travailleur handicapé. Un nouveau sujet d'inquiétude, que ce soit en termes d'accès mais aussi de maintien dans l'emploi.

Les premiers concernés évoquent, eux, des difficultés liées au manque d'information sur leurs droits, la méconnaissance des différents acteurs ainsi que la complexité administrative des procédures. Surtout,

les représentations autour du handicap ont la vie dure et constituent une sorte de plafond de verre selon Marc Dujardin : « La société évolue sur le sujet mais, beaucoup d'entreprises ont encore une image erronée et s'imaginent devoir réaliser d'importants aménagements pour inclure un travailleur handicapé. Il faut continuer le travail de démystification et se battre pour démontrer que handicap et emploi ne sont pas antinomiques, bien au contraire ».

« Beaucoup d'entreprises ont une image erronée du handicap »

Le travail de démystification et se battre pour démontrer que handicap et emploi ne sont pas antinomiques, bien au contraire ».

Nicolas Mathé ✍

## Handicap et emploi

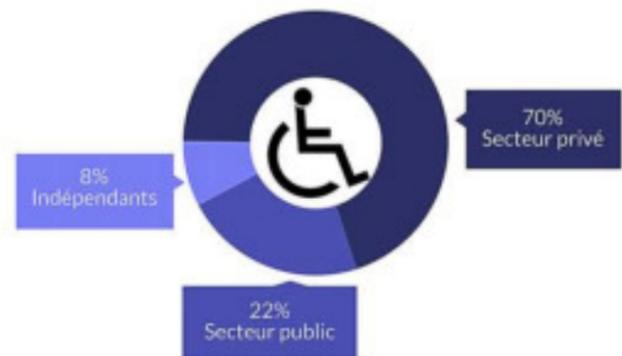
Un taux d'emploi assez faible



Un niveau de qualification moins élevé



Répartition des personnes en emploi



Les personnes handicapées face au chômage



Nombre de jours d'ancienneté moyenne au chômage



## LE RESTAURANT qui table sur la différence

**APPÉTIT.** Le village de Peyssies, au Sud de Toulouse, accueille depuis quelques mois une expérience inédite. Un établissement spécialisé a racheté le RestÔ des Lacs pour permettre à des travailleurs handicapés d'évoluer en milieu ordinaire. Bienvenue dans un restaurant comme les autres.

Jt

**E**n cette matinée de novembre, la brume donne au RestÔ des Lacs un côté hors du temps. Planté entre les deux lacs de Peyssies, petit village du Volvestre où les champs s'étendent à perte de vue, l'établissement semble endormi. Impression démentie dès la porte franchie. Comme chaque jour, l'équipe s'affaire à préparer la soixantaine de couverts qu'il sert en moyenne. Les cuisiniers peaufinent les entrées avant de les disposer sur un buffet. Dans la grande salle décorée de photographies de films comme "La Soupe aux choux", on dresse les tables. Un restaurant classique... en apparence seulement. Car depuis le 3 avril dernier, le RestÔ des Lacs est géré par de nouveaux propriétaires peu conventionnels dans le milieu de la cuisine : la société Le SAS du Volvestre, créée par l'ESAT (Établissement et service d'aide par le travail) de l'Association des jeunes handicapés de Lahage, près de Rieumes. « Dans le cadre du parcours de professionnalisation, nous avons mis en place un restaurant d'application, une fois par mois. De là, plusieurs de nos bénéficiaires ont émis le souhait d'exercer un métier dans ce secteur. Or, comme il s'est avéré compliqué de trouver des employeurs, nous avons décidé de fonder la structure nous-mêmes », raconte Florence Pena, monitrice principale d'atelier, à l'origine de ce programme unique avec Didier Gaillard, le directeur. Comme son nom l'indique, le SAS du Volvestre a été conçu comme une passerelle entre le secteur médico-social et le monde du travail. Du dressage à l'encaissement, huit travailleurs handicapés de l'ESAT sont salariés ici. « C'était leur projet. Il a



© Franck Alix / JT

été rendu possible grâce à des professionnels qui ont été aussi fous que nous pour accompagner cette aventure », signale Didier Gaillard. Parmi eux, Sandrine Gilama était déjà la serveuse des lieux du temps des anciens propriétaires. « Au début, j'étais un peu inquiète de la réaction de la clientèle. Mais

aujourd'hui, il vient tellement de monde que, parfois, on ne sait pas où mettre les gens. C'est merveilleux », se réjouit-elle.

Pour confirmer ces propos, les clients arrivent soudainement comme s'ils s'étaient tous donnés rendez-vous à

la même heure. Tout le monde se salue et se dirige directement vers le lavabo pour se laver les mains avant de piocher parmi la charcuterie, les salades ou autres œufs mayonnaise en libre-service. Ouvriers, agriculteurs, retraités ou commerciaux ont parfois parcouru une quinzaine de kilomètres

pour passer leur pause déjeuner dans cette cantine populaire. « Je viens tous les lundis depuis plusieurs années. Quand l'établissement a changé de propriétaire, je me suis demandé s'ils n'auraient pas dû préciser la nouvelle spécificité du lieu, celle d'employer beaucoup de travailleurs handicapés. Mais au final, cela n'a pas eu d'incidence. Enfin si, la cuisine est plus élaborée qu'avant », apprécie Christophe, l'un des nombreux habitués. Malgré de rares remarques désobligeantes, tout se déroule dans la bonne humeur depuis les débuts. Au moment de prendre les commandes du plat principal, une serveuse malentendante est loin de se démonter face aux plaisanteries complètes de ses clients qui hésitent entre steak-frites et lasagnes.

En sept mois d'existence, le RestÔ des Lacs a déjà fait ses preuves. Tant au niveau du modèle économique que du pari lié à ce programme d'inclusion innovant. « Les travailleurs ne sont plus dans un monde protégé. Le niveau d'exigence est le même que dans n'importe quel autre restaurant, tout en

« Le niveau d'exigence est le même que dans n'importe quel autre restaurant »



gardant un aspect pédagogique. Quand je constate les progrès qu'ils réalisent, c'est un pur bonheur. Et par rapport à ce que j'ai connu avant, l'assiduité est remarquable », témoigne Raphaël Randrianasolo, un des deux chefs à se relayer derrière les fourneaux. C'est aussi l'intérêt de l'initiative : démontrer que, dans un secteur en tension, soumis au turn-over, s'ouvrir aux

*« Je cuisine pour de vrais clients »*

travailleurs handicapés peut être une solution fiable pour l'avenir. Tandis que ces derniers gagnent en autonomie dans un environnement qui ne les stigmatise plus. « Je cuisine pour de vrais clients, les menus changent tous les jours... C'est enrichissant et je n'ai pas l'impression que l'on m'aide en raison de mon handicap. La maladie me suivra toute ma vie mais ce boulot me permet de me stabiliser », confie Patrick, cuisinier diagnostiqué schizophrène à l'âge de 18 ans.

En ébullition, Didier Gaillard et ses comparses veulent aller encore plus loin. Élaborant déjà leur propre vin, ils vont ouvrir un deuxième restaurant à Rieumes et ont en tête une activité de traiteur à base de produits bio et locaux. Le tout afin d'offrir toujours plus de débouchés aux travailleurs handicapés et de faire reculer les préjugés.

Nicolas Mathé ✍

## LA TÊTE D'AMPOULE

# Parler de CRÉATION DE VALEUR

**INCITATION.** Invité le 16 novembre par la députée Corinne Vignon à présenter à Toulouse ses 113 propositions pour les personnes en situation de handicap, Adrien Taquet, député LREM des Hauts-de-Seine, revient sur la question de l'emploi.

Quelle place est réservée à l'emploi dans vos réflexions sur l'insertion des personnes handicapées ?

C'est un sujet qui a été peu abordé en raison des diverses consultations lancées par le gouvernement en parallèle. Certaines ont débouché sur des propositions dans la loi Pacte, d'autres sont toujours en cours.

Quels sont, selon vous, les principaux freins à l'emploi des personnes en situation de handicap ?

Il en reste malheureusement beaucoup mais, selon moi, le plus important est un frein culturel et la loi n'y peut pas grand-chose. Il faut arrêter de voir l'emploi de ces personnes comme une contrainte et un coût mais plutôt parler d'investissement et de création de valeur. Nous aurons fait un grand pas quand nous aurons réussi à convaincre les chefs d'entreprises et les autres salariés, qui parfois l'appréhendent, qu'avoir une personne en situation de handicap est un levier de performance. Pour un manager, cela doit être l'occasion de repenser l'aménagement de sa société, les process de travail. Mais ce changement culturel sera long.

D'ici là, quelles pistes vous paraissent les plus intéressantes pour faire progresser le taux de personnes handicapées dans les entreprises ?

Il y a plusieurs choses. Dans un premier temps, je pense qu'il est nécessaire, à l'heure actuelle, de conserver l'obligation d'embaucher 6 % de travailleurs handicapés pour les sociétés de plus de 20 salariés. Il y a encore des progrès à faire. Mais, j'estime qu'il existe un manque de reconnaissance pour les entreprises qui font des efforts, notamment celles qui sont largement au-dessus des 6 % sans vouloir devenir des entreprises adaptées ( qui emploient plus de 80 % de personnes handicapées). Il faudrait peut-être imaginer un mécanisme d'incitation pour valoriser ces entreprises.

Par ailleurs, l'une des propositions du rapport a été intégrée dans la loi Pacte, afin de mettre en place des référents handicap dans les établissements de plus de 250 personnes. Cela permet la création de vraies politiques de ressources humaines en faveur de ces personnes au sein des grandes entreprises.

Mais, j'aimerais surtout arriver à objectiver l'impact de l'emploi des personnes handicapées. Comment parvenir à montrer que cela génère des effets positifs ? C'est une piste qu'il me semble important de creuser pour accélérer ce changement culturel.

Au-delà de la place de ces personnes au sein des entreprises, la question de l'emploi est aussi liée à l'accessibilité du lieu de travail. Cela implique également de nombreuses évolutions.

Tout à fait. La problématique de l'emploi doit être abordée de façon environnementale. Si les transports publics ou le trottoir devant l'entreprise ne sont pas adaptés, l'aménagement du poste de travail n'a aucune importance. Il faut aussi apporter davantage de souplesse. C'est pour cette raison qu'avec le gouvernement, nous avons mieux encadré et facilité le télétravail, qui ne doit cependant pas être un outil d'exclusion de ces publics mais un moyen supplémentaire d'insertion.

Paul Périé ✍

## ADRIEN TAQUET

> Député LREM des Hauts-de-Seine, il est le coauteur du rapport "Plus simple la vie", consacré à la simplification des démarches administratives des personnes en situation de handicap, publié en mai dernier.





## LE CRIC dépanne les personnes handicapées

Le Centre de réinsertion des invalides civils (Cric) (r)amène vers l'emploi les personnes en situation de handicap. Celles-ci y sont accueillies, soit pour un stage d'orientation de 14 semaines, soit pour une formation qualifiante d'un à deux ans, si la Maison départementale des personnes handicapées l'a agréée. « C'est un long parcours qui leur permet de réfléchir à leur avenir professionnel, à leurs capacités, à leurs possibilités physiques et mentales. Rares sont les abandons », constate Gisèle Cahuzac, chargée de mission au Cric. D'autant qu'un internat, un service de restauration, des assistantes sociales ou des psychologues sont à leur disposition.

Lorsqu'il est né à Toulouse, au lendemain de la Deuxième guerre mondiale, le centre était dédié à ceux qui ne bénéficiaient pas du soutien de l'État. 70 ans après, il compte une demi-douzaine de sites en Aquitaine et en Occitanie, dont trois à Toulouse, qui dispensent 23 formations différentes, de l'électronique



au paramédical en passant par le commercial, pour 280 stagiaires. « Ceux-ci perçoivent 650 euros par mois s'ils n'ont jamais travaillé ou 100% de leur salaire antérieur brut », précise Gisèle Cahuzac.

Elle recense parmi eux de plus en plus de polyhandicapés : « Ce sont des personnes qui souffrent de problèmes médicaux mais aussi sociaux importants. Par exemple, certains n'ont pas de domicile. Face à cette recrudescence, nous avons décidé de mettre davantage l'accent sur l'accompagnement », annonce la chargée de mission de cette association d'utilité publique. L'objectif étant de soutenir les stagiaires jusqu'à trois ans après leur formation, contre six mois actuellement, pour s'assurer de leur insertion professionnelle. Aujourd'hui déjà, les trois-quarts d'entre eux trouvent un travail grâce au Cric.

Philippe Salvador ✍

Jt



VOUS ALLEZ EN ENTENDRE PARLER

## LE HANDICAP, une chance pour l'entreprise

La société de conseil Pleione aide les entreprises à intégrer des personnes en situation de handicap. L'essentiel de ses clients sont des structures de plus de 20 salariés, soumises à un quota de 6 % de travailleurs handicapés dans leurs effectifs. « Les dirigeants le perçoivent comme une contrainte. Nous leur apprenons au contraire à en faire une opportunité de changement, voire de gains », annonce Émilie Garcia, la fondatrice de Pleione. En effet, plus l'entreprise se rapprochera du quota, moins le montant de ses contributions obligatoires sera élevé. Et « en embauchant des profils différents, elle apporte de la diversité, ce qui est toujours bénéfique », ajoute la dirigeante. De plus, l'amélioration des conditions de travail aura un impact financier positif. Par exemple, « le fait d'adapter le poste d'un salarié à son handicap réduit son absentéisme, ce qui évite de répartir la charge de travail sur d'autres ou de recruter un remplaçant », démontre Émilie Garcia.

Lors d'une première collaboration, elle commence par poser un diagnostic : « Il s'agit notamment de sonder la motivation du dirigeant et des employés, chacun devant participer à la démarche. » Puis, elle établit une liste de mesures à prendre pour accueillir au mieux la personne en situation de handicap. Mise aux normes des locaux, communication spécifique à l'attention des sourds ou des non-voyants, système de transport adapté jusqu'au lieu de travail... À Pleione de trouver les bons prestataires : « Nous sommes des connecteurs de compétences... Il y a toujours une solution ! » lance la jeune entrepreneuse. Elle assure enfin une sorte de service après-vente en répondant aux interrogations des clients qui souhaitent approfondir leur démarche de responsabilité sociale des entreprises (RSE). Et elle veille au grain, car « il y a beaucoup de turn-over dans les étages des ressources humaines. Il faut donc régulièrement renouveler les campagnes de sensibilisation pour que les efforts ne s'essouffent pas. Ne jamais lâcher prise », conclut Émilie Garcia.



Philippe Salvador ✍



**RENAULT**  
La vie, avec passion

LES 23 & 24 NOVEMBRE

# BLACK FRIDAY

NE PASSEZ PAS À CÔTÉ DU PHÉNOMÈNE

# 0,99%

UN TAEG EXCEPTIONNEL

CRÉDIT À 0,99 % • TAEG FIXE

48 MENSUALITÉS DE 212,55 € • MONTANT TOTAL DÛ : 10 202,40 €

**Un crédit vous engage et doit être remboursé, vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.**

\* Exemple pour un crédit de 10 000 € sur 48 mois au TAEG fixe de 0,99 %, 48 mensualités de 212,55 €. Montant total dû : 10 202,40 €. Coût du crédit : 202,40 €. Taux débiteur fixe de 0,74 %. Frais de dossier de 50 €. Offre valable du 23/11/2018 au 24/11/2018 pour un crédit minimum de 2 000 € pour tout achat d'un véhicule neuf Renault. Sous réserve d'acceptation par DIAC (SIREN 702 002 221 RCS Bobigny), établissement de crédit et intermédiaire en assurance (Orias n° 07 004 966 - www.orias.fr). Assurance facultative Décès, Incapacité et Perte d'Emploi : 19 €/mois s'ajoutant à la mensualité du crédit - Coût total de l'assurance : 912 € - TAEA de 4,42%. Assurance souscrite par DIAC auprès de RCI Life Ltd et de RCI Insurance Ltd - siège social commun : Level 3, Mercury Tower, The Exchange Financial & Business Center, Triq Elia Zammit, St Julian's STJ 3155 Malte. Offre réservée aux particuliers pour l'achat d'un véhicule neuf dans tous les points de vente Renault participants. Vous disposez d'un délai de rétractation de 14 jours.

ET MAINTENANT

## Gestion de l'eau : DES PRIX BAS QUI NOIENT LE DÉBAT ?

**PRESSION.** Ce jeudi 15 novembre, Jean-Luc Moudenc a annoncé avoir tranché en faveur d'une délégation de service public pour la gestion et l'assainissement de l'eau à Toulouse et dans l'agglomération. À un mois du vote, le président de la Métropole a-t-il clos le débat avant même de l'ouvrir.

« J'ai choisi la délégation de service public pour l'eau et pour l'assainissement parce que je considère que nous aurons un prix plus bas et une qualité meilleure. » Cette déclaration de Jean-Luc Moudenc, rendue publique dans "La Dépêche du Midi" à un mois des délibérations sur le sujet, a fait l'effet d'une bombe. Selon le président de Toulouse Métropole, le prix global annoncé de 2,95 euros par mètre cube, le plus bas de France, grâce à une double délégation de service public (DSP) partagée entre Veolia et Suez en fait un choix indiscutable. « Coup de bluff », « déni de démocratie », soupçons de « conflit d'intérêt », « opacité »... L'opposition ne décolère pas. En effet, par cette annonce qui intervient deux jours seulement après la publication des résultats de l'appel d'offres, Jean-Luc Moudenc tranche la question, au moment où l'opposition pensait pouvoir mener, enfin, un débat éclairé. « Jusqu'à aujourd'hui, c'était trop tôt car nous n'avions pas les données objectives et, du jour au lendemain, on nous dit que c'est trop tard pour négocier », regrette François Lépineux, Maire de Brax et conseiller métropolitain.

Le principal grief de l'opposition porte sur le manque de transparence ayant entravé le débat. « La majorité fait clairement obstruction. Nous avons déjà dû saisir la Commission d'accès aux documents administratifs pour obtenir le cahier des charges. Aujourd'hui, on nous



annonce des prix sans présenter les données détaillées, poste par poste. Nous sommes à trois semaines du vote et nous n'avons toujours pas accès au dossier complet », déplore l'élue du groupe Métropole Citoyenne. Il propose ainsi de reporter la délibération au mois de mars, ce qui permettrait, une fois les données complètes publiées, de les étudier et de formuler des contre-propositions. Selon Claude Raynal, président du groupe socia-

« Les dés étaient pipés depuis le départ »

d'offres de la DSP alors qu'il défend, par ailleurs, les intérêts de Veolia.

« Le cabinet mis en cause ne réalise que 0,7 % de son chiffre d'affaires avec Veolia et a déjà plaidé contre l'entreprise. Les études préliminaires et la rigueur du cahier des charges que nous avons présentés étaient, de l'aveu même de nos opposants, favorables à la régie car extrêmement contraignants pour les entreprises. C'est grâce à cette pression que nous avons obtenu le prix le plus bas de France », se défend Pierre Trautman, président de la commission d'appel d'offres. Face aux doutes qui subsistent sur l'artificialité des tarifs annoncés, l'élue assure que « les prix sont garantis sur 12 ans et encadrés par un panel d'indices alignés sur le cours de l'inflation ».

Nicolas Belaubre ✍

À LA LOUPE

## Des propositions concrètes pour DES ALTERNATIVES À LA VOITURE

**CONSTRUCTIF.** Sept associations toulousaines interpellent les pouvoirs publics quant aux moyens nécessaires à déployer s'ils souhaitent réellement restreindre l'usage de la voiture et élaborer des alternatives viables.

Dans l'agglomération toulousaine, la voiture est synonyme d'embouteillages et de pollution. Plusieurs associations locales s'unissent pour en promouvoir la restriction. « Encore faut-il proposer une réelle alternative et ce n'est pas le cas », estime Marie-Pierre Bès, présidente de l'Association des usagers des transports en commun (Autate).

Au total, sept structures se sont associées pour identifier des solutions concrètes, notamment celle de créer des voies de bus et trams en site propre, y compris sur la rocade. « C'était une promesse de campagne de Jean-Luc Moudenc. Maintenant, Tisséo nous dit avoir mené une étude concluant à l'impossibilité de mettre en œuvre ce projet », regrette Marie-Pierre Bès. Une réponse inacceptable pour les associa-

tions : « Les usagers n'abandonneront pas leur voiture pour un bus coincé dans les embouteillages », alerte-t-elle.

L'augmentation des cadences et du nombre de wagons dans les TER est également avancée. « La ligne C qui relie Les Arènes à Colomiers, par exemple, est un véritable enfer. Elle est bondée aux heures de pointe », signale la présidente de l'Autate. Tandis que, dans le tram, loin d'être rempli, il est interdit d'embarquer un vélo aux heures d'affluence, comme sur tout le réseau Tisséo. « On rompt ainsi le principe d'intermodalité, c'est contre-productif », poursuit-elle.

Parmi les propositions des associations, figurent aussi l'élaboration de pistes cyclables de qualité, le développement de places de parkings dédiées à l'autopartage et l'élargissement de certains trottoirs pour garantir la sécurité des piétons et encourager la marche. Ceci pour que l'usager trouve son compte à ne pas emprunter sa voiture.

Séverine Sarrat ✍



# Conseil départemental

# Engagé à vos côtés

**familles • seniors • collégiens • agriculteurs • élus locaux  
personnes fragiles • acteurs économiques • associations**



Depuis toujours, la raison d'être du Département est d'accompagner tous les Haut-Garonnais, chaque jour, sur l'ensemble du territoire, dans un lien de dialogue et de proximité.

Le Département a financé 2 000 nouveaux équipements sur le territoire (crèches, écoles, gymnases, etc.) qui sont autant de nouveaux services de proximité accessibles à tous les habitants. Pour préserver le pouvoir d'achat des familles, il propose une aide à la restauration scolaire qui bénéficie aujourd'hui à plus de 20 000 collégiens, ceci sans augmentation des impôts départementaux.

En accompagnant au quotidien 30 000 seniors et 8 000 personnes en situation de handicap, le Département c'est encore une attention particulière portée aux plus fragiles de nos concitoyens.

Avec 1,2 milliard d'euros d'investissements programmés entre 2016 et 2021 et 6 000 agriculteurs soutenus dans leurs activités, le Département est plus que jamais aux côtés de ceux qui font la vitalité économique du territoire. Culture, sport, jeunesse, solidarité... le Département est également partenaire de 1 800 associations qui agissent en faveur du lien social au cœur de nos communes.

Des actions concrètes au quotidien, c'est notre engagement pour la Haute-Garonne et pour ses habitants, c'est notre engagement à vos côtés.

## GRAND ANGLE

# La Ligue contre le cancer célèbre DIX ANS D'AVANCÉES

**PAILLASSE.** La Ligue contre le cancer organise une conférence exceptionnelle, ce jeudi au Museum de Toulouse, pour remercier ses donateurs et louer l'excellence des scientifiques. L'occasion de revenir sur une décennie de recherches fructueuses en Haute-Garonne.

« 15 millions d'euros en dix ans, c'est énorme pour une structure privée », se réjouit Marie-Ange Léophonte, directrice de la Ligue contre le cancer en Haute-Garonne. Les dons reversés aux chercheurs durant cette décennie ont visiblement fait avancer la science : compréhension des mécanismes de résistance aux traitements de la leucémie ou du cancer du poumon, élaboration de nouveaux médicaments contre celui du sein, étude sur la sexualité après la maladie... « Des projets qui ont connu une grande accélération. Sans le soutien de la Ligue, certains n'auraient jamais vu le jour », confirme Julien Mazières, président du Conseil scientifique régional, pneumologue et oncologue au CHU de Toulouse.

La Ville rose est parmi les mieux dotées en la matière. La création du campus de l'Oncopole, inauguré il y a quatre ans, a décuplé les échanges entre les spécialistes : « On y trouve deux bâtiments principaux, l'un pour les chercheurs et l'autre pour les médecins. À cette échelle-là, c'est une combinaison unique en France. Auparavant, les efforts étaient beaucoup plus dispersés », ajoute-t-il. Les laboratoires toulousains sont notamment cités en exemple pour leur expertise en hématologie ou dans le suivi des patients sous immunothérapie. « Il existe également dans cette ville un lien fort avec les sciences humaines, qui permettent d'appréhender le contexte social du malade », poursuit Julien Mazières.

Les projets bénéficiaires des fonds de la Ligue contre le cancer sont sélectionnés, après appel d'offres, par un conseil scientifique d'une quinzaine d'oncologues, de spécialistes d'organes, de chirurgiens ou de statisticiens. En fonction de leur pertinence, de leur originalité, et de manière à couvrir le plus large spectre de la cancéro-

der le contexte social du malade », poursuit Julien Mazières. Les projets bénéficiaires des fonds de la Ligue contre le cancer sont sélectionnés, après appel d'offres, par un conseil scientifique d'une quinzaine d'oncologues, de spécialistes d'organes, de chirurgiens ou de statisticiens. En fonction de leur pertinence, de leur originalité, et de manière à couvrir le plus large spectre de la cancéro-

« Sans le soutien de la Ligue, certains projets n'auraient jamais vu le jour »



logie. « Les dotations aident les lauréats à compléter leur équipement ou à embaucher un technicien supplémentaire. À faire avancer leurs programmes », indique le professeur. Des organismes publics, comme le CNRS ou l'Inserm, assurant en amont l'essentiel des besoins financiers.

Recherche fondamentale, au cœur des laboratoires, ou clinique, au chevet des patients, voire humaine et sociale pour améliorer leurs conditions de vie... Les domaines soutenus par la Ligue sont multiples : « Nous agissons sur tous les fronts de la maladie. Cela fait partie de nos missions statutaires, nous nous y sommes engagés. C'est la raison pour laquelle nous avons le

droit de recevoir des fonds et ce sur quoi nous devons les dépenser », précise Marie-Ange Léophonte. Le montant annuel d'un don en Haute-Garonne atteint 38 euros en moyenne, une somme honorable qui augmente régulièrement. En revanche, le nombre de donateurs baisse dangereusement : « C'est une tendance nationale, que l'on commence à vraiment ressentir cette année », déplore la directrice départementale, qui lance un nouvel appel à la générosité de tous pour que « puissent se concrétiser les belles idées des chercheurs toulousains ».

Philippe Salvador ✍

## ÇA BOUGE !

# GREEN FRIDAY, pour une consommation alternative

**RÉPARER.** Un vendredi "vert" pour s'opposer au célèbre Black Friday. Le 23 novembre à Toulouse et dans toute la France, l'association Envie encourage la rénovation de ses vieux appareils domestiques.



À Toulouse, le Black Friday a de la concurrence. L'opération ultra-promotionnelle qui marque le top départ des achats de Noël est considérée, par l'association Envie, spécialisée dans la réparation d'appareils électriques, comme « un mouvement de surconsommation ». En 2017, elle a créé le Green Friday à l'échelle nationale. Opposant direct à l'événement d'origine américaine, le Vendredi Vert propose aux Français de découvrir des « alternatives à la consommation ». « L'idée est de montrer aux Toulousains que l'on peut rénover notre vieil électroménager », clame Cindy Héronville, directrice de Envie Toulouse. Pied de nez au Black Friday, la prise en

charge des appareils endommagés, habituellement payante, sera offerte en ce 23 novembre.

Derrière cette opposition féroce et assumée à la surconsommation du Black Friday, le Green Friday est porteur de multiples engagements. « Notre but est de mettre en lumière notre activité de réparation, et ainsi de promouvoir la réutilisation de l'électroménager », insiste Cindy Héronville. En effet, l'association avance des chiffres percutants : « Le Black Friday a enregistré en 2017 une progression de 30% des ventes, alors que 20 kilos de déchets électriques sont jetés par foyer chaque année ». Encourager des modes de production plus éthiques et respectueux de l'environnement est donc le mot d'ordre du Green Friday. Ainsi, vendredi 23 novembre les ateliers d'Envie ouvriront leurs portes. L'occasion d'échanger avec les techniciens et de glaner quelques précieux conseils.

Salomé Dubart ✍

En partenariat avec l'Institut Supérieur de Journalisme de Toulouse

14H04  
EMBALLER SCULPTURES  
POUR EXPO

15H48  
BOUCLER COMPTA



6H29  
CHARGER LES DEUX  
PALETTES

17H53  
TESTER CHARGEUR  
SANS FIL AVEC  
NOUVEAU SMARTPHONE

8H30  
POSTER DERNIÈRE CRÉATION  
SUR MA PAGE



6H47  
SYNCHRO GPS  
AVEC APPLI

## NOUVEAU CITROËN BERLINGO VAN COMME VOUS, IL SAIT TOUT FAIRE.



20 aides à la conduite\*  
Affichage tête haute couleur\*  
Charge utile jusqu'à 1000 kg  
Caméras Surround Rear Vision\*  
Grip Control avec Hill Assist Descent\*  
**2 versions inédites : Worker et Driver**  
Citroën Connect Nav sur tablette tactile 8"\*

### LES JOURS PRO DU 1<sup>ER</sup> AU 30 NOVEMBRE

TAILLE M BlueHDi 100 S&S BVM CLUB  
À PARTIR DE

**139€ HT**  
/MOIS<sup>(1)</sup>

APRÈS UN 1<sup>ER</sup> LOYER DE 2 909 € HT  
CONTRAT DE MAINTENANCE COMPRIS<sup>(2)</sup>.

+ CABINE EXTENSO® OFFERTE

MOTORISATION CITROËN - RCS PARIS 812 000 188

INSPIRED  
BY PRO

CITROËN préfère TOTAL. Modèle présenté : Nouveau Citroën Berlingo Van Taille M 650 kg BlueHDi 75 BVM CLUB avec options Accès et démarrage mains libres, Jantes alliage 16" STARLIT diamantées, Pack Safety, Surround Rear Vision, Citroën Connect Radio et peinture Rouge Ardent (22 100 € HT). (1) Crédit-bail sur 60 mois et 75 000 km d'un Nouveau Citroën Berlingo Van Taille M 650 kg BlueHDi 100 S&S BVM Club neuf, hors option, au prix de 13 724 € HT (remise de 5 726 € HT et prime reprise 1 000 € HT déduites), 1<sup>er</sup> loyer de 2 909 € HT suivi de 59 loyers mensuels de 139 € HT, prestation facultative Contrat de Maintenance et d'Entretien 60 mois/75 000 km (13,25 € HT/mois) incluse. Le premier loyer est payable à la livraison. Option d'achat finale en cas d'acquisition de 6 450,28 € HT. Sous condition de reprise. Option Cabine Extenso® offerte (valeur HT de 300 €) pour toute commande d'un Nouveau Citroën Berlingo Van Club. Offre non cumulable, réservée aux professionnels (hors loueurs, flottes et protocoles nationaux), pour le crédit-bail du véhicule précité (tarif VU du 31/10/18) avec engagement de reprise par votre point de vente pour le montant de l'option d'achat finale, conditionné à un kilométrage contractuel maximum de 75 000 km et à un état standard, valable jusqu'au 30/11/18, dans les points de vente du réseau Citroën participants, et sous réserve d'acceptation par CREDIPAR, SA au capital de 138 517 008 €, RCS Nanterre n° 317 425 981, 9 rue Henri Barbusse CS20061 - 92623 Gennevilliers Cedex. (2) Conditions générales du Contrat de Maintenance et d'Entretien disponibles dans le réseau Citroën. \*Équipement de série, en option ou non disponible selon les versions.

CONSUMMATIONS MIXTES ET ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub> DE NOUVEAU CITROËN BERLINGO VAN : DE 4,2 À 4,6 L/100 KM ET DE 109 À 123 G/KM.



# IL MÉRITE DE FAIRE LA UNE

## Vincent BOUNES

Robe rouge et blouse blanche

Ce lundi 19 novembre, le Samu fête le cinquantième anniversaire de sa création à Toulouse, par le médecin Louis Lareng. Vincent Bounes, professeur anesthésiste-réanimateur, vigneron et musicien à ses heures, dirige aujourd'hui ce service d'intervention.

✍ Nicolas Belaubre



**RACINES** C'est peut-être à l'intuition de sa mère que ce fils de viticulteurs doit son métier d'aujourd'hui. « Je viens d'une famille d'agriculteurs installée dans le Tarn depuis 14 générations. Je me destinai à des études d'ingénieurs mais, en prépa, je me suis posé la question du sens que je voulais donner à ma vie. C'est ma mère qui, un jour, m'a dit que je ferais un bon médecin. » Le jeune homme, au tempérament fonceur, la prend au mot.

**EXALTATION** Vincent Bounes suit ses études de médecine à Toulouse et se spécialise en anesthésie-réanimation. Un métier passionnant qui comble son désir d'engagement. « Je ne regrette pas mon choix. Je m'éclate dans mon travail. Peu de gens peuvent terminer la journée en se disant qu'ils ont sauvé quelqu'un. Je souhaite à tous de sentir un jour cette euphorie », confie l'urgentiste, également professeur à l'université de Toulouse.

**ÉQUILIBRE** Mais, comme un bon vin mêle tanins et moelleux, Vincent Bounes a besoin du réconfort des vignes familiales pour se ressourcer. « Même si je l'adore, ce métier est humainement assez dur. Nous sommes confrontés à la souffrance et à la mort. Il faut un dérivatif qui nous permette de nous reconnecter à des choses belles et agréables. Quand je suis dans la vigne, je retrouve de la sérénité, du calme et de la douceur. »

**TOUCHE-À-TOUT** Hyperactif, Vincent Bounes ne se repose jamais. Comme si ses casquettes de médecin, d'enseignant et de vigneron ne suffisaient pas, il se découvre régulièrement de nouvelles passions comme le piano ou... la menuiserie. « Je fonctionne au coup de cœur. Je n'ai jamais peur d'essayer et je ne renonce pas facilement. »

**PERFECTIONNISTE** « Là, j'ai en tête de construire un escalier pour ma fille sans aucune vis ni pièces métalliques. Je crois que l'on peut toujours apprendre et s'améliorer », affirme le papa-bricoleur, qui travaille en même temps sur un grand projet de centre de réponse à la catastrophe et sur une cuvée de vieilles vignes entièrement vinifiées en fut.

## TOP WEB



**Jean-René Cazeneuve @jrcazeneuve 20/11** : Héros du quotidien et premiers piliers de la démocratie dans les territoires, les maires doivent être mieux accompagnés face aux évolutions de leur statut. La commune doit rester le lieu privilégié de la vie en société. #CongrèsDesMaires #MaCommuneJyTiens.

**Virginie Rozière @Vroziere 21/11** : Condensé de la politique de #Macron : en pleine grogne face à l'Injustice Fiscale en France #Macron vient flatter les exilés fiscaux de Belgique... Pas besoin d'une meilleure « pédagogie » de la politique du gouvernement, tout est parfaitement clair !

**Jean-Luc Alibert @AlibertJeanLuc 20/11** : Dans la série « la droite la plus bête du Monde », @lesRepublicains n'ont plus de limites. A quand un vrai leader pour remplacer @laurentwauquiez qui n'est plus crédible hormis avec un #GiletJaune de bon aloi ?

**Marc Péré 21/11** : Il faut une enquête parlementaire sur les conditions dans lesquelles s'est déroulée en 2006 la vente au privé de l'exploitation des autoroutes françaises. Que les députés enquêtent aussi, et surtout dirais je, sur le scandale des milliards de dividendes qui auraient pu depuis 2006 financer une refonte complète de notre système de transports en commun urbains. 24 milliards d'€ de dividendes pris sur la bête. 24 milliards qui nous auraient permis

d'agir concrètement pour la transition écologique. Nationalisation des autoroutes. 40 milliards d'€ de dividendes sont devant nous. De quoi financer des métros, des systèmes de trains de banlieue efficaces, des voies de bus en site propre, un Plan Vélo national... L'argent est là, sous nos yeux. Il faut le courage politique d'aller le chercher pour financer le plan Marshall dont nos systèmes de transports ont besoin.

**Carole Delga 20/11** : Nous devons prendre en compte cette souffrance qui va au-delà des problèmes liés à la hausse du prix des carburants. Si les gens sont convaincus que l'avenir de leurs enfants sera plus sombre que le leur, cela risque d'ébranler l'édifice républicain.

# L'AVENIR, VOUS L'AVEZ ENTRE LES MAINS

Nos conseillers spécialisés  
aident plus de 2 000 startups  
à se développer.



**C'EST VOUS L'AVENIR**



**SOCIÉTÉ  
GÉNÉRALE**

EN ABRÉGÉ

## BASTIR : le phénix occitan



La prochaine réunion des sympathisants de Bastir aura lieu le 9 février à l'Ostal d'Occitanie à Toulouse.

À l'approche des élections municipales, le mouvement Bastir renaît de ses cendres. Comme en 2014, militants et élus locaux occitanistes se sont réunis à Toulouse avec l'ambition d'engager un maximum de candidats dans toute la grande région Occitanie. Sur des listes indépendantes, ou non.

Aux précédentes élections municipales, le Parti occitan (POC), le Parti de la nation occitane (PNO) et Pais Nòstre avaient uni leurs forces sous la bannière Bastir. Ce samedi 10 novembre, militants et élus locaux occitanistes se sont réunis pour ranimer le mouvement. « 2014 a été un succès. Nous ne nous attendions pas à dénombrier autant d'élus. Aujourd'hui, nous relançons la machine avec l'envie d'en compter encore plus », déclare Jean-Luc Davezac, membre de Bastir Occitanie, l'une des composantes du mouvement. Selon ce professeur de guitare originaire du Gers, Bastir n'est pas un parti politique mais un groupe de débat qui se caractérise par l'ouverture. « Nous ne dépendons pas d'un parti. En notre sein, nous avons des élus ou des sympathisants de gauche comme du centre droit », précise le militant, qui regrette que l'occitanisme soit trop souvent réduit à la dimension linguistique : « Nous avons un véritable projet politique. »

C'est précisément sur la définition d'un socle commun qu'a porté la réunion de ce samedi. Une charte et une série de propositions ont émané de ce premier rendez-vous. « Nous soutenons un projet de décentralisation fédéraliste et européen », synthétise Jean-Luc Davezac, qui se défend de toute velléité indépendantiste. « Nous souhaitons que la Région ait davantage de compétences et de moyens pour faire ses choix, notamment en termes de fiscalité, d'éducation ou d'infrastructures. C'est un enjeu de démocratie de proximité. »

Pour le moment, seules de grandes orientations ont été évoquées (sortie du nucléaire, méfiance envers la LGV, suppression des départements, etc.) sans que les projets concrets n'aient été arrêtés. « Nos engagements porteront sur des programmes locaux négociés au cas par cas et en fonction de la spécificité de chaque territoire. Si besoin, nous nous rallierons avec les personnes dont nous nous sentirons les plus proches. Mais il faudra qu'elles aient la fibre écologiste. » Que ce soit en intégrant des listes ou en se lançant de manière indépendante, Jean-Luc Davezac promet qu'il y aura des candidats issus de Bastir à Toulouse et dans la métropole. Pour le moment, aucun contact n'a été pris avec d'autres listes potentielles, mais le porte parole en est convaincu : « Ce sont les autres mouvements qui viendront vers nous pour nous demander de les rejoindre. »

Nicolas Belaubre ✍

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

## LISTES ÉLECTORALES : le grand ménage !

**URNE.** La création d'un répertoire unique national centralisant toutes les listes électorales est l'occasion de lancer un grand toilettage de la liste toulousaine. Une opération qui aboutira à des milliers de radiations.

Jusqu'à présent, un citoyen ne s'étant pas inscrit sur les listes électorales avant le 31 décembre ne pouvait voter à aucun des scrutins de l'année suivante. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019, cette date limite disparaît. Il conviendra de faire les démarches six semaines avant l'élection.

Ce changement fait suite à l'avènement de la réforme du code électoral. Celle-ci institue également la création d'un nouveau répertoire unique national concentrant toutes les listes électorales françaises. L'Insee en assurera la gestion et les mises à jour. L'institut des statistiques estime à près de 7 000 le nombre de radiations qu'elle opérera sur la liste toulousaine pour cause de doublons, de déménagements ou de décès de l'électeur. Chiffre auquel viendra s'ajouter les suppressions effectuées par les communes elles-mêmes.

À Toulouse, ce sont près de 20 000 radiations qui devraient être enregistrées. « Après l'envoi des cartes électorales lors des dernières présidentielles et législatives, 40 000 nous ont été retournées », constate Sacha Briand, adjoint au maire de Toulouse en charge des élections. Adresse incomplète, déménagement, nom d'épouse sur la boîte aux lettres tandis que le courrier est au nom de jeune fille, autant d'explications avancées par l' élu.

Après avoir recoupé les coordonnées postales avec les fichiers des parents d'élèves, celui de La Poste et celui des contribuables (avec autorisation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, la Cnil), la commission administrative chargée de la révision des listes électorales est parvenue à requalifier la liste. Mais il reste encore des milliers de cartes électorales sans destinataires. Les noms qui y figureront seront alors radiés. « Nous tomberons ainsi à 235 000 électeurs toulousains en fin d'opération », affirme Sacha Briand.



Les personnes concernées, mais faisant l'objet d'une erreur, pourront alors contester leur radiation auprès d'une commission de recours, ou se réinscrire sur le site service-public.fr.

Ce grand nettoyage est d'autant plus conséquent que la mairie de Toulouse dispose de la plus grande liste électorale de France, du fait que la commune n'est pas divisée en arrondissements : « Il s'agit d'un chantier d'ampleur. Et la Ville rose connaît un turn-over d'habitants important dû à l'étendue de son parc locatif et à la présence en nombre d'étudiants », observe l'adjoint au maire.

Et si la manœuvre peut paraître anodine, « elle peut biaiser certains scrutins où l'accès au second tour est conditionné aux nombres d'inscrits, comme c'est le cas pour les élections départementales ou législatives », précise Bernard Rault, délégué des commissions administratives chargées de la révision électorale.

Séverine Sarraut ✍

Les "GILETS JAUNES" prennent racine



Depuis le samedi 17 novembre, les "gilets jaunes" bloquent des ronds-points, des entrées d'autoroutes ou des dépôts pétroliers partout en France. Au-delà de la hausse des taxes sur les carburants, les manifestants dénoncent la baisse de leur pouvoir d'achat et « un matraquage fiscal ». Ce mouvement, pourtant apolitique, fait l'objet de toutes les tentatives de récupération. Les "gilets jaunes" prévoient de converger à Paris pour un acte II, ce samedi 24 novembre.

## SORTIR

TERRES D'AILLEURS,  
à la rencontre des "savanturiers"

**LONGUE-VUE.** Du 21 au 25 novembre, l'association Délires d'Encre et le Muséum de Toulouse organisent le festival Terres d'Ailleurs. Pour sa dixième édition, cet événement dédié aux sciences de l'exploration met le cap vers les îles. Ces territoires fascinants et méconnus, véritables oasis de la biodiversité.

De tout temps et dans toutes les cultures, l'homme a exploré son environnement, repoussant sans cesse les frontières du monde connu. Le "Nouveau Monde", les océans, les pôles, les profondeurs marines et même... la Lune ! De Marco Polo à Neil Armstrong en passant par Youri Gagarine et le commandant Cousteau, les grands explorateurs ont marqué l'Histoire. Mais que leur reste-t-il à découvrir aujourd'hui ? Qui sont-ils ? Quel est leur travail et à quoi ressemblent-ils ? Autant de questions auxquelles répond, du 21 au 25 novembre, le festival Terres d'Ailleurs, coorganisé par l'association Délires d'Encre et le Muséum de Toulouse en partenariat avec la Société des explorateurs français.

Après les milieux extrêmes l'an dernier, l'édition 2018 aborde le thème des îles. « Ce choix s'est imposé naturellement, pour prolonger l'exposition "Île de Pâques : le nombril du monde", au Muséum de Toulouse. C'est un sujet particulièrement riche, car les îles renferment

une biodiversité encore peu connue, dans un environnement incroyable. Beaucoup d'explorations scientifiques actuelles s'intéressent à ces endroits passionnants », explique Julie Le Sauvage, chargée de la programmation du festival. Une trentaine d'invités (écrivains, réalisateurs, photographes ou chercheurs) partageront, une semaine durant, leur goût de l'aventure et du savoir. Chaque soir, une projection-rencontre gratuite embarque le public à la découverte d'un lieu et d'une problématique différents. Le film "700 requins dans la nuit" plonge par exemple le spectateur dans les profondeurs de l'atoll polynésien Fakawara, où se rassemblent ces animaux mythiques. « C'est l'occasion de voir des images magnifiques », promet Catherine Desplas, la directrice de l'association Délires d'Encre.

Durant tout le week-end, le festival multiplie les ateliers et animations. « C'est un événement où se mêlent les sciences expérimentales et humaines. La présence de carnetistes permet de transmettre des connaissances par le dessin, plutôt que par le documentaire ou la conférence », explique Julie Le Sauvage. Ainsi, les visiteurs peuvent s'initier à l'art du récit et du carnet de voyage ou découvrir les gestes élémentaires d'une excursion écoresponsable. Le photographe toulousain

« C'est un peu magique de rencontrer quelqu'un qui a côtoyé les ours »

Lucas Santuci, parti un an avec Under The Pole, une expédition polaire sous-marine, propose même un atelier photo-documentaire grandeur nature dans la ville.

Tous les rendez-vous avec ces explorateurs modernes, mi-scientifiques mi-aventuriers, ont autant pour objectif de faire connaître leur travail que de participer à une prise de conscience des enjeux environnementaux majeurs qui attendent la planète. Mais également de faire naître des vocations chez les plus jeunes. « C'est un peu magique de rencontrer quelqu'un qui a côtoyé les ours ou qui a vécu un an au pôle Nord », se félicite Catherine Desplas, la directrice de l'association. Riches de trésors, paradisiaques ou désertes... les îles n'ont pas fini de nous faire rêver.

Nicolas Belaubre ✍

## SCIENCE, livres et grands jeux

L'association Délires d'Encre, qui organise également le festival Scientilivre, œuvre pour la diffusion de la culture scientifique et de la lecture. Ses escape games "Panique dans l'espace" et "Panique dans la bibliothèque" plongent petits et grands dans une thématique scientifique par le biais de jeux et d'énigmes, dans une mise en scène palpitante.

🔗 [www.deliresdencre.org](http://www.deliresdencre.org)

Du 21 au 25 novembre  
au Muséum de Toulouse  
Accès libre et entrée  
gratuite (hors ateliers)  
Programme complet  
à retrouver sur

🔗 [museum.toulouse.fr](http://museum.toulouse.fr)

Jeux  
CONCOURS

Gagnez l'un  
de ces cadeaux  
en envoyant  
un mail à : [redaction@lejournaltoulouse.fr](mailto:redaction@lejournaltoulouse.fr)  
Mettre en objet :  
Jeux concours

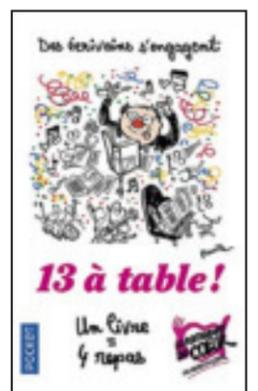
\*Dans la limite des stocks  
disponibles



## LIVRE

"La vie  
est facile,  
ne t'inquiète pas"

Rentrée d'Irlande, Diane est bien décidée à reconstruire sa vie à Paris. Avec l'aide de son ami Félix, elle s'est lancée dans la reprise en main de son café littéraire. C'est là, qu'elle rencontre Olivier. Il est gentil, attentionné, et, surtout, il comprend son refus d'être mère à nouveau. Car elle ne peut se remettre de la perte de sa fille. Bientôt, un événement inattendu va venir bouleverser les certitudes de Diane quant à ses choix, pour lesquels elle a tant bataillé.



## LIVRE

"13  
à table"

Treize romanciers français écrivent treize nouvelles pour le bénéfice des Restos du cœur. Parmi eux Françoise Bourdin, Maxime Chattam, Alice Zeniter... Un livre acheté, ce sont quatre repas distribués.

## LÈCHE-VITRINE



© Franck Aïx / JT

42 rue des lois  
06 11 61 02 01

© DR

## SILEX ET FOURCHETTE prône la cuisine de nos ancêtres

**MAMMOUTH.** Au 42 de la rue des Lois, une nouvelle caverne a été découverte. Anne Deborde-Munoz et Audrey Magnan s'y sont installées et y proposent une nourriture paléo inédite. Silex et Fourchette est d'ailleurs le premier restaurant du genre en France.

Se nourrir de produits bruts, sans aucun ajout ni transformation, comme on pouvait les trouver du temps de nos ancêtres chasseurs-cueilleurs. Telle est la philosophie du mouvement paléo. Et le concept du nouveau restaurant Silex et Fourchette, inauguré le 15 novembre dernier. « Nous proposons beaucoup de fruits et de légumes, de graines, de noix, de baies, mais aussi de la viande et du poisson », énumère Audrey Magnan, l'une des deux gérantes.

C'est par le sport que les deux jeunes femmes ont été sensibilisées à la paléo food. « Je faisais du roller derby à haut niveau et Anne pratiquait le cross fit. Nous avons découvert ce régime alimentaire brut et sain et nous avons constaté qu'il permettait de meilleures performances tout en nous assurant un équilibre énergétique », explique Audrey Magnan. Un intérêt qui les réunit et qui leur donne l'envie d'en faire profiter le plus grand nombre.

Évoluant déjà dans la restauration, Anne Deborde-Munoz, cogérante du bar culturel Ôbohem (quartier Saint-Michel), décide de tester la cuisine paléo dans son établissement. « Même si elle est bien implantée en Amérique du Nord, en Australie et dans le Nord de l'Europe, ce type de nourriture est peu connu en France. Il fallait donc l'éprouver avant de se lancer », confirme-t-elle. C'est chose faite, et les clients sont au rendez-vous. Au point de générer une véritable communauté.

Dans une décoration épurée et sobre, essentiellement à base de bois et de métal, comme le veut le concept même du mouvement paléo, les cogérantes peuvent accueillir

« Un régime alimentaire brut et sain »

jusqu'à 25 personnes en service continu. L'ambiance y est cosy, zen et invite au cocooning. Tout le long du comptoir, un plan lisse permet de faire glisser son plateau que chacun garnit à sa convenance.

Au choix, le silex bowl du jour composé de fruits, de légumes, de protéines animales ou végétales, de graines germées et de baies. Mais aussi un plat de patates douces hasselback accompagnées de poulet à la noix de coco, de poisson ou d'un chili de légumes. Ou un plat signature : les deux jeunes femmes revisitent la Bolognaise (carni ou végane) à la sauce paléo. À cette carte, chacun peut y rajouter des extras de graines et autres baies.

Un point commun à tous les plats et produits : « Ils sont sans gluten, sans sucres ajoutés et sans lactose », précise Audrey Magnan, tout comme au temps du paléolithique. Une aubaine pour tous les sportifs, pressés, écolos ou allergiques. Pas question non plus d'intégrer des céréales ou des légumineuses « car elles ont trop subi de mutation », constate-t-elle, par souci de proposer une cuisine saine, brute, équilibrée et de remettre du sens dans son assiette.

D'ailleurs, ces "vegans friendly" privilégient les protéines végétales même si elles servent également de la viande. « Nous sommes plutôt ouvertes de ce côté-là, mais nous sommes conscientes que l'élevage intensif est énergivore. Nous limitons donc la consommation de viande », terminent-elles. Leur façon à elles de régler l'addition de la planète.

Séverine Sarrat ✍

# Vos ANNONCES LÉGALES dans votre hebdo

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr



Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1<sup>er</sup> janvier 2018, fixe le prix de la ligne à 4.16€ HT pour le département de la Haute-Garonne.

## CONSTITUTIONS

**ETUDE DE MAÎTRE  
MATTHIEU MANGON**  
NOTAIRE ASSOCIÉ  
A ARDES (63420) 46 GRANDE RUE.

### Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Matthieu MANGON, Notaire associé de la SCP « Matthieu MANGON, notaire associé d'une société professionnelle titulaire d'un office notarial à Arlanc », 11 Avenue de la Gare, en son bureau annexe permanent de ARDES (63420), 46 Grande Rue, le 10 novembre 2018, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

La dénomination sociale est : SCI CCRG MONTAIGUT.

La société a pour objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

Le siège social est fixé à : MONTAIGUT-SUR-SAVE (31530), 802 route de Toulouse.

La société est constituée pour une durée de 99 années.

Le capital social est fixé à la somme de : MILLE EUROS (1.000,00 EUR).

Les apports sont divisés en 100 parts de DIX EUROS (10,00 €) chacune numérotées de 1 à 100, apports effectués en numéraire.

Les premiers gérants de la société sont: Monsieur Reda GAMANE demeurant à CORNEBARRIEU (31700) 7 bis impasse de l'Autan et Mademoiselle Caroline CROS demeurant à CORNEBARRIEU (31700) 7 bis impasse de l'Autan.

Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE (31000)

Pour avis  
Me MANGON

### Avis de constitution

Forme : SAS  
Dénomination : MY MA'S  
Capital : 1000 €  
Siège social : Rue Pierre Marchet - Centre commercial E.Leclerc 31340 VILLEMUR SUR TARN

Objet : Tout type de restauration, ventes de plats sur place, à emporter et en ambulatoire, livraison à domicile, traiteur, soirées à thèmes ; Exploitation d'un fonds de commerce et de restauration ; L'acquisition et l'exploitation d'un restaurant ; Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à : - la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus - la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités ; - la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe. Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Durée: 99 ans  
Admission aux assemblées et droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives. Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires, sauf convention contraire

Clause restreignant la libre cession des actions : Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote  
Président : Marc LABAT demeurant à VILLEMUR SUR TARN (31340) 22 Rue André Malraux  
Immatriculation : RCS de Toulouse.

Suivant acte SSP en date du 15/11/2018, il a été constitué une SCI. Dénomination : NASTORY. Objet : achat, vente et administration d'immeuble. Siège social : 3 BIS PLACE DU RAVELIN 31300 TOULOUSE. Capital : 100 euros. Durée : 99 ans. Gérance: M. LEFRANCOY GREGOIRE, 3 BIS PLACE DU RAVELIN 31300 TOULOUSE - Immatriculation RCS TOULOUSE.



**Maître  
Blandine ANGLADE**  
Avocat à TOULOUSE  
(Haute-Garonne),  
128 Grande rue Saint-Michel

### Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 12 novembre 2018, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

La société a pour objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location, la mise à disposition au profit des associés et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

La dénomination sociale est : SABLAYFRE.

Le siège social est fixé à : TOURNEFEUILLE (31170), 9 clos Joliot Curie.

La société est constituée pour une durée de 99 années.

Le capital social est fixé à la somme de : CENT EUROS (100,00 EUR)

Les apports sont en numéraire.

Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Les premiers gérants de la société sont: Madame Luce SABLAYROLLES demeurant à TOULOUSE (31000), 9 Bd Lascrosse, Madame Mathilde GALLOFRE demeurant à TOURNEFEUILLE (31170), 9 clos Joliot Curie et Monsieur Jean SABLAYROLLES demeurant à TOURNEFEUILLE (31170), 9 clos Joliot Curie.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE. Pour avis. Les gérants



**SELARL FIRMAS MAMY  
SI CARD DEBLOUYS**  
Avocats  
266 avenue de Grande-Bretagne  
31300 TOULOUSE  
Tél. : 05.62.47.64.64

**HOLDING BEAUDON  
SOCIETE DE  
PARTICIPATIONS  
FINANCIERES DE  
PROFESSION  
LIBERALE DE  
MEDECIN**

Société par actions simplifiée  
au capital de 2 000 euros  
35 rue Saint Léon  
31400 TOULOUSE

### Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à TOULOUSE du 19 novembre 2018, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée  
Dénomination : HOLDING BEAUDON SOCIETE DE PARTICIPATIONS FINANCIERES DE PROFESSION LIBERALE DE MEDECIN.

Siège : 35 rue Saint Léon - 31400 TOULOUSE

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS

Capital : 2 000 euros  
Objet : Détention des titres de la SELARL DR CHRISTOPHE BEAUDON, SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL A RESPONSABILITE LIMITEE DE MEDECIN

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Agrement : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : Christophe BEAUDON demeurant 35 rue Saint Léon - 31400 Toulouse.

La Société sera immatriculée au RCS de TOULOUSE.

Pour avis,

Par acte sous seing privé en date du 9/11/2018, il a été constitué une SAS présentant les caractéristiques suivantes:

Forme : Société par actions simplifiée (à associé unique)

Dénomination : JJC CONSULTANT SOCIAL 31

Siège : 2 ter rue de la plaine 31150 Feunillet

Objet : consultant dans le domaine du social au profit d'entreprises et d'organisations professionnelles

Durée : 99 ans

Capital : 1 000 euros divisés en 100 actions toutes entièrement souscrites et libérées

Admission aux assemblées et droit de vote : tout actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Une action donne droit à une voix.

Agrement des cessions : les cessions à des tiers sont soumises à l'agrément préalable donné par la collectivité des actionnaires à la majorité de 60%.

Président pour une durée illimitée : Monsieur Jean-Jacques Cazaumayou, domicilié 2 ter rue de la plaine 31150 Feunillet.

Immatriculation au RCS de Toulouse

### Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 1er novembre 2018, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société par actions simplifiée à associé unique

DENOMINATION : NACER COIFFURE

CAPITAL : 18 000 euros

SIEGE : 64 Allée de Bellefontaine, 31100 TOULOUSE

OBJET : Salon de coiffure hommes

DUREE : 99 Années

ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer, personnellement ou par mandataire, aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée.

Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

AGREMENT DES CESSIIONS :

Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

ORGANES SOCIAUX

Nomination sans limitation de durée.

Président : Monsieur BOUTEREA Naceur, demeurant 2 Chemin de la Passerelle, 31770 COLOMIERS

IMMATRICULATION : RCS de TOULOUSE

### Pour Avis et Insertion

### Avis de constitution

Forme : SARL.

Par acte sous seing privé en date du 13 novembre 2018.

Dénomination : GUAYOYO.

Objet : L'activité de restauration traditionnelle sur place et à emporter, L'activité de traiteur, L'activité d'épicerie, Et plus généralement à toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet

Siège social : 19 rue du Général Jean Compans 31500 TOULOUSE

Capital : 1000 €. Durée : 99 ans.

Gérance : Monsieur Daniel José JIMENEZ LICON demeurant 4 rue Jean Pegot Toulouse.

Immatriculation RCS TOULOUSE.

Par acte SSP du 06/11/2018 il a été constitué une SASU dénommée: OUVRAGES ET PATRIMOINE Siège social: 17, rue des écoles 31460 LOUBENS LAURAGAIS Capital: 1.000 € Objet: L'assistance à la maîtrise d'ouvrages ; l'exercice des activités des économistes de la construction à savoir l'assistance à la mise au point de projet de construction, la description technique des ouvrages, l'analyse des offres des entreprises, le suivi administratif des marchés et l'ordonnancement, la planification et la coordination des chantiers. Président: M. DIGARD Thomas 17, rue des écoles 31460 LOUBENS LAURAGAIS Transmission des actions: La cession des actions de l'associé unique est libre. Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés. Admission aux assemblées et exercice du droit de vote: Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserves des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Durée: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de TOULOUSE

Par acte SSP du 06/11/2018 il a été constitué une SASU dénommée: OUVRAGES ET PATRIMOINE Siège social: 17, rue des écoles 31460 LOUBENS LAURAGAIS Capital: 1.000 € Objet: L'assistance à la maîtrise d'ouvrages ; l'exercice des activités des économistes de la construction à savoir l'assistance à la mise au point de projet de construction, la description technique des ouvrages, l'analyse des offres des entreprises, le suivi administratif des marchés et l'ordonnancement, la planification et la coordination des chantiers. Président: M. DIGARD Thomas 17, rue des écoles 31460 LOUBENS LAURAGAIS Transmission des actions: La cession des actions de l'associé unique est libre. Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés. Admission aux assemblées et exercice du droit de vote: Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserves des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Durée: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de TOULOUSE

Par acte SSP du 06/11/2018 il a été constitué une SASU dénommée: OUVRAGES ET PATRIMOINE Siège social: 17, rue des écoles 31460 LOUBENS LAURAGAIS Capital: 1.000 € Objet: L'assistance à la maîtrise d'ouvrages ; l'exercice des activités des économistes de la construction à savoir l'assistance à la mise au point de projet de construction, la description technique des ouvrages, l'analyse des offres des entreprises, le suivi administratif des marchés et l'ordonnancement, la planification et la coordination des chantiers. Président: M. DIGARD Thomas 17, rue des écoles 31460 LOUBENS LAURAGAIS Transmission des actions: La cession des actions de l'associé unique est libre. Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés. Admission aux assemblées et exercice du droit de vote: Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserves des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Durée: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de TOULOUSE

Par acte SSP du 06/11/2018 il a été constitué une SASU dénommée: OUVRAGES ET PATRIMOINE Siège social: 17, rue des écoles 31460 LOUBENS LAURAGAIS Capital: 1.000 € Objet: L'assistance à la maîtrise d'ouvrages ; l'exercice des activités des économistes de la construction à savoir l'assistance à la mise au point de projet de construction, la description technique des ouvrages, l'analyse des offres des entreprises, le suivi administratif des marchés et l'ordonnancement, la planification et la coordination des chantiers. Président: M. DIGARD Thomas 17, rue des écoles 31460 LOUBENS LAURAGAIS Transmission des actions: La cession des actions de l'associé unique est libre. Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés. Admission aux assemblées et exercice du droit de vote: Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserves des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Durée: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de TOULOUSE

Par acte SSP du 06/11/2018 il a été constitué une SASU dénommée: OUVRAGES ET PATRIMOINE Siège social: 17, rue des écoles 31460 LOUBENS LAURAGAIS Capital: 1.000 € Objet: L'assistance à la maîtrise d'ouvrages ; l'exercice des activités des économistes de la construction à savoir l'assistance à la mise au point de projet de construction, la description technique des ouvrages, l'analyse des offres des entreprises, le suivi administratif des marchés et l'ordonnancement, la planification et la coordination des chantiers. Président: M. DIGARD Thomas 17, rue des écoles 31460 LOUBENS LAURAGAIS Transmission des actions: La cession des actions de l'associé unique est libre. Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés. Admission aux assemblées et exercice du droit de vote: Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserves des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Durée: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de TOULOUSE

Par acte SSP du 06/11/2018 il a été constitué une SASU dénommée: OUVRAGES ET PATRIMOINE Siège social: 17, rue des écoles 31460 LOUBENS LAURAGAIS Capital: 1.000 € Objet: L'assistance à la maîtrise d'ouvrages ; l'exercice des activités des économistes de la construction à savoir l'assistance à la mise au point de projet de construction, la description technique des ouvrages, l'analyse des offres des entreprises, le suivi administratif des marchés et l'ordonnancement, la planification et la coordination des chantiers. Président: M. DIGARD Thomas 17, rue des écoles 31460 LOUBENS LAURAGAIS Transmission des actions: La cession des actions de l'associé unique est libre. Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés. Admission aux assemblées et exercice du droit de vote: Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserves des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Durée: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de TOULOUSE

Par acte SSP du 06/11/2018 il a été constitué une SASU dénommée: OUVRAGES ET PATRIMOINE Siège social: 17, rue des écoles 31460 LOUBENS LAURAGAIS Capital: 1.000 € Objet: L'assistance à la maîtrise d'ouvrages ; l'exercice des activités des économistes de la construction à savoir l'assistance à la mise au point de projet de construction, la description technique des ouvrages, l'analyse des offres des entreprises, le suivi administratif des marchés et l'ordonnancement, la planification et la coordination des chantiers. Président: M. DIGARD Thomas 17, rue des écoles 31460 LOUBENS LAURAGAIS Transmission des actions: La cession des actions de l'associé unique est libre. Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés. Admission aux assemblées et exercice du droit de vote: Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserves des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Durée: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de TOULOUSE

Par acte SSP du 06/11/2018 il a été constitué une SASU dénommée: OUVRAGES ET PATRIMOINE Siège social: 17, rue des écoles 31460 LOUBENS LAURAGAIS Capital: 1.000 € Objet: L'assistance à la maîtrise d'ouvrages ; l'exercice des activités des économistes de la construction à savoir l'assistance à la mise au point de projet de construction, la description technique des ouvrages, l'analyse des offres des entreprises, le suivi administratif des marchés et l'ordonnancement, la planification et la coordination des chantiers. Président: M. DIGARD Thomas 17, rue des écoles 31460 LOUBENS LAURAGAIS Transmission des actions: La cession des actions de l'associé unique est libre. Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés. Admission aux assemblées et exercice du droit de vote: Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserves des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Durée: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de TOULOUSE

Par acte SSP du 06/11/2018 il a été constitué une SASU dénommée: OUVRAGES ET PATRIMOINE Siège social: 17, rue des écoles 31460 LOUBENS LAURAGAIS Capital: 1.000 € Objet: L'assistance à la maîtrise d'ouvrages ; l'exercice des activités des économistes de la construction à savoir l'assistance à la mise au point de projet de construction, la description technique des ouvrages, l'analyse des offres des entreprises, le suivi administratif des marchés et l'ordonnancement, la planification et la coordination des chantiers. Président: M. DIGARD Thomas 17, rue des écoles 31460 LOUBENS LAURAGAIS Transmission des actions: La cession des actions de l'associé unique est libre. Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés. Admission aux assemblées et exercice du droit de vote: Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserves des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Durée: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de TOULOUSE

Par acte SSP du 06/11/2018 il a été constitué une SASU dénommée: OUVRAGES ET PATRIMOINE Siège social: 17, rue des écoles 31460 LOUBENS LAURAGAIS Capital: 1.000 € Objet: L'assistance à la maîtrise d'ouvrages ; l'exercice des activités des économistes de la construction à savoir l'assistance à la mise au point de projet de construction, la description technique des ouvrages, l'analyse des offres des entreprises, le suivi administratif des marchés et l'ordonnancement, la planification et la coordination des chantiers. Président: M. DIGARD Thomas 17, rue des écoles 31460 LOUBENS LAURAGAIS Transmission des actions: La cession des actions de l'associé unique est libre. Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés. Admission aux assemblées et exercice du droit de vote: Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserves des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Durée: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de TOULOUSE

### Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé en date du 08/11/2018, il a été constitué, sous la dénomination ATELIER SOL ET CITE, une société coopérative et participative d'architectes et d'urbanistes à responsabilité limitée régie par la loi n° 78-463 du 19 juillet 1978 et les dispositions réglementaires en vigueur et la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et ses décrets d'application, dont le siège social est 23 route de Blagnac 31200 TOULOUSE ; l'objet social étant l'exercice en commun par ses membres de la profession d'architecte et d'urbaniste telle qu'elle est définie par la loi du 3 janvier 1977 et en particulier de la fonction de maître d'œuvre et toutes missions se rapportant à l'acte de bâtir et à l'aménagement de l'espace ; d'une durée de 99 ans à compter de l'immatriculation de la société au RCS, dont le capital social initial s'élève à 1600 €. Le capital variable ne peut être inférieur ni à 500 € ni, par le jeu de la variabilité, au quart du capital le plus élevé atteint par la Scop depuis sa création. Les parts ne sont pas numérotées. Le capital est divisé en parts de 20 € chacune de valeur nominale. Co-gérants : Madame Brigitte FRAUCIEL, née le 23/03/1956 à Villefranche de Rouergue (12) et Monsieur Jérôme COURRIOL, né le 19/06/1978 à Saint-Priest (69). Immatriculation : au RCS de Toulouse.

Pour avis,  
Les co-gérants de la Scop



9 avenue Parmentier  
31086 Toulouse

### Avis de constitution

Avis est donné de la constitution par acte SSP en date à Toulouse, le 23/10/2018 d'une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme : société civile ; Dénomination : CCCLM ; Capital : 99.500 € divisé en 995 parts de 100 € chacune ; Siège social : 49 boulevard Armand Duportal, 31000 Toulouse ; Objet : - la prise de participation dans toutes sociétés quelle qu'en soit la forme, ainsi que dans tous groupements français ou étrangers ; - l'achat, la vente, la souscription, la propriété, la gestion et l'administration de toutes parts, titres et valeurs mobilières, donnant accès immédiat ou différé au capital de toute société ; - la gestion administrative, juridique, comptable financière, informatique des sociétés filiales et d'une façon générale, toutes prestations au profit de ses filiales.

Durée : 99 années ; Gérance : Monsieur Jacques MASSAT et Madame Martine BAYLAC épouse MASSAT demeurant ensemble 49 boulevard Armand Duportal - 31000 Toulouse ; Immatriculation au RCS de Toulouse

Pour avis,

### Avis de constitution

Avis est donné de la constitution de la Société à responsabilité limitée à associé unique MER EXPERIENCES :

Siège : 5 Avenue Bellevue 31180 SAINT-GENIES-BELLEVUE

Objet : la vente, la location ou toute autre forme d'exploitation lucrative de bateaux de plaisance ; l'animation client et d'équipes de vente ; la location de bateaux à quai ou avec skipper ; la vente d'objets publicitaires liés ; l'organisation de soirées, brunchs, déjeuners et tout événement à quai ou en mer

Durée de la Société : 99 années

Capital : 15 000 euros

Gérance : Monsieur Philippe LEROUX demeurant 5 Avenue de Bellevue 31180 SAINT-GENIES-BELLEVUE

Madame Patricia LEROUX née BOULAY demeurant 5 Avenue de Bellevue 31180 SAINT-GENIES-BELLEVUE

Immatriculation au RCS de TOULOUSE.

Pour avis, la Gérance



Notre  
ADRESSE  
MAIL

annonceslegales@  
lejournaltoulousain.fr

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes.

FORME : Société civile immobilière

DENOMINATION : LAREOLE COX

SIEGE SOCIAL : La Hitte - 31480 LAREOLE

OBJET : - L'acquisition de biens et droit immobiliers, la mise en valeur de ces biens, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement de tous immeubles bâtis ou non bâtis dont elle pourrait devenir propriétaire, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement.

DUREE : 99 ans

CAPITAL : 1 000 euros en numéraire uniquement

GÉRANCE : Monsieur Lionel FOUBERT demeurant La Hitte - 31480 LAREOLE

IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE

## TRANSFERTS DE SIÈGE



Avocats  
61 allée du Comminges  
31770 COLOMIERS

### BI OSENTEC

SARL au capital de 108.000 €

Siège Social : ENSAT - Avenue de l'Agrobiopole - BP32607

Auzeville Tolosane

31326 CASTANET TOLOSAN

433 737 640 RCS TOULOUSE

**BAUJEA**

Société civile immobilière  
Au capital de 60 000 €  
Siège Social : 3 Allée Henri IV 31800  
SAINT GAUDENS  
RCS TOULOUSE 821 534 054

**Avis de publicité**

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 1er octobre 2018, il résulte que le siège social a été transféré au 3 rue du Maquis Foch 16500 CONFOLENS à compter de ce même jour.

L'article 5 des statuts a été modifié en conséquence.  
Mention sera faite au RCS de TOULOUSE et ANGOULEME

Pour avis,

**SALOCHABEN**

Société Civile au capital de 1.000 €  
Siège : 31 RUE DE LA REPUBLIQUE  
31700 BEAUZELLE  
829468826 RCS de TOULOUSE

Par décision de l'AGE du 18/09/2018, il a été décidé de transférer le siège social au 20 bis Rte du Clos du Loup 31180 CASTELMAUROU. Mention au RCS de TOULOUSE.



Valmary - Launois - Roca - Llanes  
Association d'Avocats

**Avocats**

61 allée du Comminges  
31770 COLOMIERS

**BIOTRADE**

SARL au capital de 80.000 €  
Siège Social : 2 impasse Louis de  
Froidour - 31200 TOULOUSE  
404 063 943 RCS TOULOUSE

Aux termes des décisions de l'assemblée unique du 31/10/2018, il a été décidé du transfert du siège social de la société de 65 allée Campferrian - Zone d'Aménagement Concerté Pont de Bois - 31320 AUZEVILLE TOLOSANE au 2 impasse Louis de Froidour - 31200 TOULOUSE, à compter du 1er novembre 2018.

Les statuts ont été modifiés en conséquence.

**CESSIONS FONDS DE COMMERCE****SCP Jean-Pierre REVERSAT**

Notaire  
31210 MONTREJEAU

Suivant acte reçu par Maître Jean-Pierre REVERSAT, Notaire, associé de la société civile professionnelle « Jean-Pierre REVERSAT, titulaire d'un Office Notarial à MONTREJEAU (31210), 3, Voie du Bicentenaire », le 30 octobre 2018 enregistré à TOULOUSE le 05 novembre 2018. Dossier 2018 00057263 Ref 3104P03 2018 N 03388.

La Société dénommée MAGIQ DEBOSS, SARL au capital de 1000 €, dont le siège est à LECUSSAN (31580), lieu-dit du parc et de l'estaque, identifiée au SIREN sous le numéro 500 449 236 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

En liquidation judiciaire aux termes d'un jugement du Tribunal de commerce de TOULOUSE le 13 septembre 2016.

A VENDU A :  
Monsieur José SALGUEIRO PROENCA, carrossier peintre, époux de Madame Maria de Fatima NEVES MILHEIRO, demeurant à LANNEMEZAN (65300) 93 rue des petits champs.

Le fonds de commerce de carrosserie, débousselage, peinture automobile sis à LECUSSAN (3150) Lieu-dit du Parc et de l'estaque, pour lequel le propriétaire failli était immatriculé au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE, sous le numéro 500 449 236.

Etant précisé que l'adresse actuelle du fonds est : 50 impasse du cordonnier - 31510 LECUSSAN

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de QUINZE MILLE EUROS (15.000,00 EUR), s'appliquant :

- aux éléments incorporels pour CINQ MILLE EUROS (5.000,00 EUR),  
- au matériel pour DIX MILLE EUROS (10.000,00 EUR).

L'entrée en jouissance à compter du jour de la signature.

Les oppositions s'il y a lieu, devront être faites par huissier, dans les dix jours de la dernière en date des publications légales à Maître Alix BRENAC, mandataire judiciaire à SAINT-GAUDENS (31800) 4 Place du Pilat.

NOTRE  
NUMÉRO  
DE TÉLÉPHONE

09 83 27 51 41

**SCP DESSART-DEVIERS**

Avocats  
5, rue Tolosane 31000 TOULOUSE

**Cession de fonds de commerce**

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 1er octobre 2018, enregistré au Service de la publicité foncière et de l'enregistrement de TOULOUSE 3, Dossier 2018 00058713 Référence 3104P03 2018 A 12931, le 16 novembre 2018.

La SAS TILLOUINE exploitant sous le nom commercial SPEED PIZZA, au capital de 1.000 euros, RCS TOULOUSE : 817 555 501, siège social 6, rue du Taur 31000 TOULOUSE.

A cédé à Monsieur Gilles MERINO RASCON, commerçant, RCS TOULOUSE : 401 369 673, siège : 6, rue du Taur 31000 TOULOUSE.

Un fonds de commerce de restauration de type rapide, achat et vente de pâtisseries exploité à 6, rue du Taur à TOULOUSE (31000).

Au prix de 25.000 euros, Entrée en jouissance et transfert de propriété au 1er octobre 2018.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales au cabinet de Maître Julien DEVIERS - 5, rue Tolosane - 31000 TOULOUSE pour la correspondance et la validité.

Pour avis

**MODIFICATIONS DIRIGEANT(S)****HCJP**

S.A.S. au capital de 1.525.000 €uros  
6, Impasse Ramoundet  
ZAC des Serres  
NOE (31410)  
RCS TOULOUSE 811 831 098

Aux termes de l'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement en date du 5 octobre 2018, la collectivité des associés :

- A pris acte de la démission de Monsieur Christian MURGIER et de Monsieur Philippe NEGRE de leurs fonctions de commissaires aux comptes titulaire et suppléant de la société, à compter du 30 septembre 2018 - minuit ;

- A décidé de nommer, en remplacement uniquement du commissaire aux comptes titulaire à compter du 1er octobre 2018, jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur soit jusqu'à l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2020, étant précisé que l'exercice clos le 30 septembre 2018 est pris en charge par ce nouveau commissaire aux comptes :

Le cabinet BONNEFOY & ASSOCIES SASU au capital de 1.000 €uros Commissaires aux comptes Représenté par Monsieur Patrick BONNEFOY  
1 Rond Point de Flotis - Bat II  
31240 SAINT-JEAN,  
RCS TOULOUSE 798 286 498

Pour avis

**ANPHIKA**

S.A.S. au capital de 270.000 €uros  
6, Impasse Ramoundet  
ZAC des Serres  
NOE (31410)  
RCS TOULOUSE 410 488 365

Aux termes de l'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement en date du 5 octobre 2018, la collectivité des associés :

- A pris acte de la démission de Monsieur Christian MURGIER et de Monsieur Jacques PELLETIER de leurs fonctions de commissaires aux comptes titulaire et suppléant de la société, à compter du 30 septembre 2018 - minuit ;

- A décidé de nommer, en remplacement uniquement du commissaire aux comptes titulaire à compter du 1er octobre 2018, jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur soit jusqu'à l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2020, étant précisé que l'exercice clos le 30 septembre 2018 est pris en charge par ce nouveau commissaire aux comptes :

Le cabinet BONNEFOY & ASSOCIES SASU au capital de 1.000 €uros Commissaires aux comptes Représenté par Monsieur Patrick BONNEFOY  
1 Rond Point de Flotis - Bat II  
31240 SAINT-JEAN,  
RCS TOULOUSE 798 286 498

Pour avis

SOCIETE GARONNE ARIEGE TRAVAUX PUBLICS Par sigle SOGATRAP SAS au capital de 834.196 euros Siège social : 20, rue de la Cité Saint Gobain 31150 FENOUILLET RCS TOULOUSE 351 011 010 Le 29/10/2018, l'AGE a nommé en qualité de Directeur Général: Jérémie DEJEAN, demeurant 84 chemin de MONTRABE 31240 Saint Jean ; et Aurélien SENARENS demeurant 3800 route de Lamasquère 31470 Saint Lys, à compter de cette date. Mention sera faite au RCS de Toulouse.

**Changement de gérant**

Aux termes d'un Procès-Verbal d'Assemblée Générale en date du 8 juillet 2016 la société civile « LE 61 », au capital de 2.700,00 € dont le siège est fixé à TOULOUSE (31000) 61 boulevard Lascrosses, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 502224769 et suite au décès de Monsieur Jean-Claude BES, gérant il a été accepté la nomination de Monsieur Pierre-André Bes demeurant à 43321 Gadsder #630 LANCASTER CA 93534 (USA).  
Inscription Modificative au RCS de TOULOUSE.

**MODIFICATIONS STATUTAIRES**

Société d'Avocats  
2 Impasse Couzinet  
Parc de la Plaine - BP 95818  
31505 TOULOUSE CEDEX 5

**AMBULANCES SAINT LOUIS**

SARL au capital de 160 000 euros  
porté à 250 000 euros  
Siège social : 13 rue Alfred Sauvy,  
31270 CUGNAUX  
504 533 670 RCS TOULOUSE

L'AGE réunie le 31/10/2018 a décidé d'augmenter le capital social de 90 000 euros par l'incorporation directe de réserves au capital, ce qui rend nécessaire la publication des mentions ci-après relatives.

Ancienne mention : le capital social est fixé à cent soixante mille euros (160 000 euros)

Nouvelle mention : le capital social est fixé à deux cent cinquante mille euros (250 000 euros)

Pour avis

La Gérance

**I LAN**

Société par Actions Simplifiées  
Au capital de 1 000 €  
Siège social : 25 impasse Jean de  
Bernuy - 31100 TOULOUSE  
R.C.S. TOULOUSE 833 972 227

Aux termes du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 15 octobre 2018, il a été décidé :

- De modifier l'Objet :

La société a pour objet en France et à l'étranger :  
- « Le transport de personnes par toute à titre onéreux avec des véhicules de moins de 9 places, la location de véhicules de tourisme avec ou sans chauffeur. Toutes autres modes de transport publics ou privés.  
- Les formalités administratives des automobiles. »

Le reste de l'article demeure inchangé.  
L'article 2 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour avis.

**DISSOLUTIONS**

Société d'Avocats  
2 Impasse Couzinet  
Parc de la Plaine - BP 95818  
31505 TOULOUSE CEDEX 5

**S.C.I.**

**LE ROND POINT**  
SCL en liquidation  
Au capital de 27 441 euros  
Siège social et de liquidation : Lieu dit Le Village 31790 SAINT JORY  
392 370 540 RCS TOULOUSE

L'AGE du 07/11/18 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur M. Jean-François MAURIÉS, demeurant 12 c chemin de Ladoux 31790 SAINT-JORY, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus es statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé Lieudit Le Village 31790 SAINT-JORY. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de TOULOUSE, en annexe au RCS.

Pour avis

Le Liquidateur

**HELENE BOUVIER CONSEIL SAS**

Société par actions simplifiée à associé unique  
Au capital de 10.000 euros  
Siège social : 8 rue des Tamaris  
31700 BEAUZELLE  
RCS TOULOUSE - 802 022 293

**Avis de publicité**

Aux termes des décisions de l'assemblée unique du 31 octobre 2018, il résulte la dissolution anticipée de la Société à compter du 31 octobre 2018 et sa mise en liquidation.

L'assemblée générale susvisée a nommé comme Liquidateur Madame Hélène BOUVIER, demeurant 8 rue des Tamaris - 31700 BEAUZELLE, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Cette nomination a pour effet de mettre fin au mandat de Présidence de Madame Hélène BOUVIER, demeurant 8 rue des Tamaris - 31700 BEAUZELLE.

Le siège de la liquidation est fixé au 8 rue des Tamaris - 31700 BEAUZELLE. L'adresse à laquelle toute correspondance, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés est l'adresse du Liquidateur, Madame Hélène BOUVIER, demeurant 8 rue des Tamaris - 31700 BEAUZELLE.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE. Mention sera faite au RCS : TOULOUSE.

Pour avis,

**LA DOLCE VITA**

Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 euros  
Siège social : 23 B Chemin des Mailheux - 31270 FROUZINS  
R.C.S. TOULOUSE 838 351 641

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 15 Octobre 2018, l'associé a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 15 Octobre 2018 et sa mise en liquidation et ont nommé comme liquidateur Madame Lydia FOUILLON - domiciliée 5 impasse des noisetiers - 31880 LA SALVETAT SAINT GILLES.

Le siège de la liquidation est fixé au : 5 impasse des noisetiers - 31880 LA SALVETAT SAINT GILLES

Mention sera faite au RCS : TOULOUSE

**Avocats**

61 allée du Comminges  
31770 COLOMIERS

**BIOWASH & CARE**

SARL au capital de 1.000 €  
Siège Social : 29 route de Lévigac  
31820 PI BRAC  
804.700.920 RCS TOULOUSE

L'associé unique a décidé à compter du 31/05/2018 la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel, conformément aux dispositions statutaires et aux articles L.237-2 à L.237-13 du Code de commerce.

Terry PLAISANCE, associé unique demeurant 11 rue Laurent CHAFFIN - 31100 TOULOUSE a été nommé en qualité de liquidateur pour la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 11 rue Laurent CHAFFIN - 31100 TOULOUSE. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de TOULOUSE, en annexe au RCS.

**LOMEGA**

Société par Actions Simplifiées  
Au capital de 100 €  
Siège social : Bat Aristote 25 BD Victor Hugo  
31 770 COLOMIERS  
R.C.S. TOULOUSE 833 538 440

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 30 août 2018, l'actionnaire a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 30 août 2018 et sa mise en liquidation et a nommé comme liquidateur Monsieur Abdelkrim BENAOUA demeurant App A3 4 Avenue Des Capitouls 31 880 LA SALVETAT ST GILLES

Le siège de la liquidation est fixé App A3 4 Avenue Des Capitouls 31 880 LA SALVETAT ST GILLES.  
Mention sera faite au RCS : TOULOUSE.

Pour vos demandes de DEVIS

32 Rue Riquet  
31000 Toulouse



9 avenue Parmentier  
31086 Toulouse

**R.M.S. LI BOURNE**

Société civile immobilière au capital de 1 000 euros  
Siège social : 30 Bis rue Edmond Rostand - 31200 TOULOUSE  
478 043 508 RCS TOULOUSE

Aux termes de l'AGE du 11/09/2018, il a été décidé la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation amiable à compter du même jour. A été nommé comme liquidateur : M. Luc ROYER, demeurant 34 rue Antoine de Gargas, 31500 TOULOUSE, avec les pouvoirs les plus étendus pour procéder aux opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le lieu où devra être adressée la correspondance et où devront être notifiés les actes et documents concernant la liquidation est fixé 2 impasse Louis Sire, 31200 TOULOUSE. Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au GTC de TOULOUSE.

Pour avis,

**SMS IMMO +**

Société à responsabilité limitée En liquidation au capital de 9 000 euros  
Siège social : 68 BIS avenue des Minimes - 31000 TOULOUSE  
RCS TOULOUSE 533 863 775

**Avis de publicité**

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 31/10/2018, a été prononcée la dissolution anticipée de la société à compter du 31/10/2018 et sa mise en liquidation.

A été nommé liquidateur Monsieur Stéphane DELBREIL demeurant 23 rue Falguières 31000 TOULOUSE avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé au 23 rue Falguières 31000 TOULOUSE, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Toulouse. Mention sera faite au RCS de Toulouse.

**LA RECLAME 31**

SARL au capital de 1.000 €uros  
64 Boulevard Gabriel Koenigs  
Appartement 212  
TOULOUSE (31300)  
RCS TOULOUSE 809 972 672

L'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 28 septembre 2018, enregistrée au SPFE de TOULOUSE le 22 octobre 2018, a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 30 septembre 2018 - minuit et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel conformément aux dispositions statutaires.

Elle a nommé comme liquidateur Madame Virginie PLAZA, demeurant à TOULOUSE (31300) rue Luce Boyals n°11, avec les pouvoirs les plus étendus pour achever les opérations sociales en cours, réaliser l'actif et acquitter le passif.

Le lieu où la correspondance doit être adressée et où les actes et documents concernant la liquidation doivent être notifiés a été fixé au siège social, siège de la liquidation.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE.

La Gérance

**ADSL**

Société à responsabilité limitée En liquidation au capital de 2 000 euros  
Siège social : 2 Chemin de Papou 31840 SEILH  
450 284 757 RCS TOULOUSE

**Avis de publicité**

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 31/10/2018, a été prononcée la dissolution anticipée de la société à compter du 31/10/2018 et sa mise en liquidation.

A été nommé liquidateur Monsieur Stéphane DELBREIL demeurant 23 rue Falguières 31000 TOULOUSE avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé au 23 rue Falguières 31000 TOULOUSE, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Toulouse. Mention sera faite au RCS de Toulouse.

LIQUIDATIONS

« **C2BB** »  
Société à Responsabilité Limitée à associée unique, société en liquidation  
Au capital de 2 000 €uros  
Siège social : 7, Impasse des Hauts du Barry - 31530 LEVIGNAC  
799 598 602 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal des décisions de l'associé unique du 15 Octobre 2018, il résulte que :  
l'associé, après avoir entendu le rapport du Liquidateur, a :  
- approuvé les comptes de liquidation ;  
- donné quitus au Liquidateur ELODIE NEUZILLET, demeurant à LEVIGNAC (31530), 7, impasse des Hauts du Barry, et déchargé de son mandat ;  
- prononcé la clôture des opérations de liquidation.  
Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de Toulouse  
Mention sera faite au RCS : Toulouse

Pour avis,



9 avenue Parmentier  
31086 Toulouse

**R.M.S. LIBOURNE**  
Société civile immobilière en liquidation  
au capital de 1 000 euros  
Siège social : 30 Bis rue Edmond Rostand - 31200 TOULOUSE  
478 043 508 RCS TOULOUSE

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire en date du 28/09/2018, il résulte que les associés, après avoir entendu le rapport du Liquidateur, ont :  
- approuvé les comptes de liquidation ;  
- donné quitus au Liquidateur et déchargé de son mandat ;  
- prononcé la clôture des opérations de liquidation.  
Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE.  
Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

Pour avis,

DIVERS



Valmsry - Launois - Rocca - Llanes  
Associés de France

Avocats  
61 allée du Comminges  
31770 COLOMIERS

**SCM MITRAL**  
Au capital de 4.480 €  
réduit à 1.280 €  
Siège Social : Clinique Saint Jean Languedoc - 20 route de Reve  
31400 TOULOUSE  
350.963.567 RCS TOULOUSE

L'assemblée générale extraordinaire du 31/10/2018 :  
- a décidé de réduire le capital social de 4.480 € à 1.280 € par voie de rachat de 200 parts sociales, réduction de capital se trouvant définitivement réalisée au 31/10/2018.  
- prend acte de la démission des docteurs Jean-Claude GUIGUJ, Michel PINAUD, Isabelle GARELLI-FLORES, Christèle ANDRODIAS-COURSELLE et Sophie DIGEOS de leurs fonctions de cogérants à compter du 31/10/2018. Les docteurs Roda BAHSOUN et Jean-Pierre ROCHICCIOLI sont maintenus en qualité de cogérants de la société pour une durée indéterminée.  
Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Suivant actes SSP du 09/11/2018, la Société COMPTOIR A LA UNE, SARL au capital de 10.000 euros dont le siège social est situé 11, Place des Carmes - 31000 TOULOUSE immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le n° 517 598 702, a donné en location gérance à la Société MAOL1, SARL au capital de 2.000 euros dont le siège social est situé 15 Rue Montouliou Vélane - 31000 TOULOUSE, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le n° 843 578 097, les deux fonds suivants : - le fonds de commerce de bar, restaurant, plats à emporter, glacier, pizzeria, traiteur qu'elle exploitait au 11, Place des Carmes - 31000 TOULOUSE, connu sous l'enseigne COMPTOIR A LA UNE, - le fonds de commerce de restauration rapide, sandwicherie, vente à emporter qu'elle exploitait au 10, Place des Carmes - 31000 TOULOUSE, connu sous l'enseigne MY BURGER A LA UNE. Les présentes locations gérance ont été consenties et acceptées du 09/11/2018 au 08/05/2021, et sont renouvelables par tacite reconduction.



**JARDINS DU COMMINGES**  
Association transformée en Société Coopérative d'Intérêt Collectif-Société par Actions Simplifiée  
Au capital de 5 490 €  
Siège Social : 1 Rue de l'Avenir  
31800 SAINT-GAUDENS  
SIRET : 500 084 959 00021

Avis de transformation

Aux termes d'une délibération en date du 15 novembre 2018, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, statuant dans les conditions prévues par l'article L.227-3 du Code du Commerce, a décidé la transformation de l'association Jardins du Comminges déclarée à la sous-préfecture de Saint-Gaudens (31) le 06 octobre 2006 sous le n° W312000747 et publiée au J.O. du 28 octobre 2006, en société coopérative d'intérêt collectif-société par actions simplifiée à capital variable, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la société.  
**Forme** : Société Coopérative d'Intérêt Collectif-Société par Actions Simplifiée  
**Dénomination** : Jardins du Comminges  
**Siège** : 1 Rue de l'Avenir - 31800 SAINT-GAUDENS  
**Durée** : quatre vingt dix neuf ans à compter du 15 novembre 2018  
**Capital variable** : 5 490€. Ni inférieure à 1 373€, ni au 1/4 du capital le plus élevé atteint.  
**Objet** : rechercher et développer des actions d'insertion par l'activité économique en associant toutes les personnes morales ou physiques souhaitant s'inscrire dans un projet de solidarités, interindividuelles et de territoires; créer et gérer une structure d'insertion de personnes en difficultés sociales par la mise en situation professionnelle notamment dans le domaine de l'agriculture biologique; mettre en oeuvre des actions de sensibilisation et d'éducation au respect de l'environnement; contribuer au développement du lien social et de l'activité économique du sud toulousain; réaliser toutes activités annexes et complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles, indirectement ou indirectement à la réalisation des activités précitées.  
**Président** : Mr DESJARDINS Pascal, né le 06 avril 1952 à Toulouse, demeurant 6 Rue des Ecoles - 31210 HUOS  
**Directeur Général** : Mr MARTIN Rémy, né le 17 juillet 1966 à Paray Le Monial, demeurant Peyrefitte - 31800 SAINT-MARCELT  
**Directeur Général Délégué** : Mr DURRIEU Laurent, né le 26 décembre 1974 à Dompierre Sur Besbre, demeurant 5 Impasse Frédéric Mistral - 31120 LACROIX FALGARDE  
**Commissaire aux Comptes Titulaire** : SARL BGR AUDIT, situé 8 rue Lahondes - 31300 TOULOUSE, N°SIRET : 531 356 277 00016  
La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse.

**Forme** : Société Coopérative d'Intérêt Collectif-Société par Actions Simplifiée  
**Dénomination** : Jardins du Comminges  
**Siège** : 1 Rue de l'Avenir - 31800 SAINT-GAUDENS  
**Durée** : quatre vingt dix neuf ans à compter du 15 novembre 2018  
**Capital variable** : 5 490€. Ni inférieure à 1 373€, ni au 1/4 du capital le plus élevé atteint.

**Objet** : rechercher et développer des actions d'insertion par l'activité économique en associant toutes les personnes morales ou physiques souhaitant s'inscrire dans un projet de solidarités, interindividuelles et de territoires; créer et gérer une structure d'insertion de personnes en difficultés sociales par la mise en situation professionnelle notamment dans le domaine de l'agriculture biologique; mettre en oeuvre des actions de sensibilisation et d'éducation au respect de l'environnement; contribuer au développement du lien social et de l'activité économique du sud toulousain; réaliser toutes activités annexes et complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles, indirectement ou indirectement à la réalisation des activités précitées.

**Président** : Mr DESJARDINS Pascal, né le 06 avril 1952 à Toulouse, demeurant 6 Rue des Ecoles - 31210 HUOS  
**Directeur Général** : Mr MARTIN Rémy, né le 17 juillet 1966 à Paray Le Monial, demeurant Peyrefitte - 31800 SAINT-MARCELT  
**Directeur Général Délégué** : Mr DURRIEU Laurent, né le 26 décembre 1974 à Dompierre Sur Besbre, demeurant 5 Impasse Frédéric Mistral - 31120 LACROIX FALGARDE  
**Commissaire aux Comptes Titulaire** : SARL BGR AUDIT, situé 8 rue Lahondes - 31300 TOULOUSE, N°SIRET : 531 356 277 00016  
La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse.

**Président** : Mr DESJARDINS Pascal, né le 06 avril 1952 à Toulouse, demeurant 6 Rue des Ecoles - 31210 HUOS  
**Directeur Général** : Mr MARTIN Rémy, né le 17 juillet 1966 à Paray Le Monial, demeurant Peyrefitte - 31800 SAINT-MARCELT  
**Directeur Général Délégué** : Mr DURRIEU Laurent, né le 26 décembre 1974 à Dompierre Sur Besbre, demeurant 5 Impasse Frédéric Mistral - 31120 LACROIX FALGARDE  
**Commissaire aux Comptes Titulaire** : SARL BGR AUDIT, situé 8 rue Lahondes - 31300 TOULOUSE, N°SIRET : 531 356 277 00016  
La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse.

POUR AVIS  
Le Président

Apport  
Fonds De Commerce

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 1er novembre 2018, enregistré à TOULOUSE, le 8 novembre 2018, dossier 2018 00056919, référence 3104P03 2018 A 12524,  
Monsieur BOUTERAA Naceur, de nationalité française, né le 11 juin 1953 à TUNIS (TUNISIE) demeurant 2 Chemin de la Passerelle, 31770 COLOMIERS,  
A fait apport en capital à la société NACER COIFFURE, société par actions simplifiée à associée unique, en cours de formation, dont le siège social est situé 64 Allée de Bellefontaine, 31100 TOULOUSE,  
De son fonds artisanal de coiffure homme, immatriculé au répertoire des métiers sous le numéro 327 064 333.  
La valeur du fonds est estimée à 18 000 euros.  
En échange de son apport, le propriétaire du fonds désigné ci-dessus sera propriétaire de 180 actions de la société bénéficiaire de l'apport.  
La valeur de ces actions s'élève à 100 euros chacune.  
Les créanciers disposent d'un délai de 10 jours pour déclarer leurs créances et faire éventuellement opposition à l'apport auprès du greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE.  
Les oppositions seront reçues au siège social de la société bénéficiaire, 64 Allée de Bellefontaine, 31100 TOULOUSE.

**Forme** : Société Coopérative d'Intérêt Collectif-Société par Actions Simplifiée  
**Dénomination** : Jardins du Comminges  
**Siège** : 1 Rue de l'Avenir - 31800 SAINT-GAUDENS  
**Durée** : quatre vingt dix neuf ans à compter du 15 novembre 2018  
**Capital variable** : 5 490€. Ni inférieure à 1 373€, ni au 1/4 du capital le plus élevé atteint.

**Objet** : rechercher et développer des actions d'insertion par l'activité économique en associant toutes les personnes morales ou physiques souhaitant s'inscrire dans un projet de solidarités, interindividuelles et de territoires; créer et gérer une structure d'insertion de personnes en difficultés sociales par la mise en situation professionnelle notamment dans le domaine de l'agriculture biologique; mettre en oeuvre des actions de sensibilisation et d'éducation au respect de l'environnement; contribuer au développement du lien social et de l'activité économique du sud toulousain; réaliser toutes activités annexes et complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles, indirectement ou indirectement à la réalisation des activités précitées.

**Président** : Mr DESJARDINS Pascal, né le 06 avril 1952 à Toulouse, demeurant 6 Rue des Ecoles - 31210 HUOS  
**Directeur Général** : Mr MARTIN Rémy, né le 17 juillet 1966 à Paray Le Monial, demeurant Peyrefitte - 31800 SAINT-MARCELT  
**Directeur Général Délégué** : Mr DURRIEU Laurent, né le 26 décembre 1974 à Dompierre Sur Besbre, demeurant 5 Impasse Frédéric Mistral - 31120 LACROIX FALGARDE  
**Commissaire aux Comptes Titulaire** : SARL BGR AUDIT, situé 8 rue Lahondes - 31300 TOULOUSE, N°SIRET : 531 356 277 00016  
La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse.

POUR AVIS  
Le Président

POUR AVIS  
Le Président

**ÉMÉRA DÉVELOPPEMENT**  
Société Civile  
au capital de 18.800.000 €uros  
41 rue Paule Raymond  
ZAC Gabardie  
TOULOUSE (31200)  
RCS TOULOUSE 839 156 080

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 30/09/2018, la collectivité des associés de la société EMÉRA DEVELOPPEMENT a décidé de la transformation de celle-ci en société par actions simplifiée à compter du 1er octobre 2018, 0 heure.  
Cette transformation entraîne la publication des mentions suivantes :  
**Forme** :  
**Ancienne mention** : société civile  
**Nouvelle mention** : société par actions simplifiée.  
**Administration** :  
**Ancienne mention** : Gérant, HELIANTHE DEVELOPPEMENT.  
**Nouvelle mention** : Président, HELIANTHE DEVELOPPEMENT, Société à Responsabilité Limitée à capital variable, sise à TOULOUSE (31200) ZAC Gabardie, rue Paule Raymond n°41, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 808 698 328, représentée par son représentant légal Monsieur Bertrand MANIER.  
**Admissibilité aux assemblées et droit de vote** :  
Le droit de vote attaché aux actions de capital est proportionnel à la quotité du capital social qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.  
**Agrément** :  
Les actions sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants et descendants. Elles sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre les époux et en cas d'apport à une société-holding dont l'associé-apporteur est majoritaire avec les membres directs de sa famille (conjoints et enfants) exclusivement.  
Les actions ne peuvent être cédées ou transmises ou encore apportées à des tiers étrangers à la société, qu'avec le consentement des associés représentant plus des deux tiers du capital social.  
**Commissaires aux comptes** :  
L'assemblée générale a également décidé de nommer, à compter du 1er octobre 2018 :  
**En qualité de commissaire aux comptes titulaire** :  
La société ATLAS AUDIT  
SAS au capital de 10.000 €uros  
Société de Commissaire aux comptes  
Représentée par Monsieur Christian FERRER - 50 Avenue de Toulouse 09100 PAMIERS, RCS FOIX 840 029 193  
**En qualité de commissaire aux comptes suppléant** :  
CABINET OHAYON & ASSOCIES  
SARL au capital de 27.000 €uros  
Représenté par Monsieur Jérôme OHAYON Commissaire aux comptes  
36, Route d'Espagne 31100 TOULOUSE  
RCS TOULOUSE, 531 520 070  
Pour une durée de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 avril 2024.  
Les commissaires aux comptes titulaire et suppléant ainsi nommés ont fait savoir qu'ils acceptaient les fonctions qui leur sont confiées et ont déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice desdites fonctions.

**Forme** : Société Coopérative d'Intérêt Collectif-Société par Actions Simplifiée  
**Dénomination** : Jardins du Comminges  
**Siège** : 1 Rue de l'Avenir - 31800 SAINT-GAUDENS  
**Durée** : quatre vingt dix neuf ans à compter du 15 novembre 2018  
**Capital variable** : 5 490€. Ni inférieure à 1 373€, ni au 1/4 du capital le plus élevé atteint.

**Objet** : rechercher et développer des actions d'insertion par l'activité économique en associant toutes les personnes morales ou physiques souhaitant s'inscrire dans un projet de solidarités, interindividuelles et de territoires; créer et gérer une structure d'insertion de personnes en difficultés sociales par la mise en situation professionnelle notamment dans le domaine de l'agriculture biologique; mettre en oeuvre des actions de sensibilisation et d'éducation au respect de l'environnement; contribuer au développement du lien social et de l'activité économique du sud toulousain; réaliser toutes activités annexes et complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles, indirectement ou indirectement à la réalisation des activités précitées.

**Président** : Mr DESJARDINS Pascal, né le 06 avril 1952 à Toulouse, demeurant 6 Rue des Ecoles - 31210 HUOS  
**Directeur Général** : Mr MARTIN Rémy, né le 17 juillet 1966 à Paray Le Monial, demeurant Peyrefitte - 31800 SAINT-MARCELT  
**Directeur Général Délégué** : Mr DURRIEU Laurent, né le 26 décembre 1974 à Dompierre Sur Besbre, demeurant 5 Impasse Frédéric Mistral - 31120 LACROIX FALGARDE  
**Commissaire aux Comptes Titulaire** : SARL BGR AUDIT, situé 8 rue Lahondes - 31300 TOULOUSE, N°SIRET : 531 356 277 00016  
La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse.

**Président** : Mr DESJARDINS Pascal, né le 06 avril 1952 à Toulouse, demeurant 6 Rue des Ecoles - 31210 HUOS  
**Directeur Général** : Mr MARTIN Rémy, né le 17 juillet 1966 à Paray Le Monial, demeurant Peyrefitte - 31800 SAINT-MARCELT  
**Directeur Général Délégué** : Mr DURRIEU Laurent, né le 26 décembre 1974 à Dompierre Sur Besbre, demeurant 5 Impasse Frédéric Mistral - 31120 LACROIX FALGARDE  
**Commissaire aux Comptes Titulaire** : SARL BGR AUDIT, situé 8 rue Lahondes - 31300 TOULOUSE, N°SIRET : 531 356 277 00016  
La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse.

**Président** : Mr DESJARDINS Pascal, né le 06 avril 1952 à Toulouse, demeurant 6 Rue des Ecoles - 31210 HUOS  
**Directeur Général** : Mr MARTIN Rémy, né le 17 juillet 1966 à Paray Le Monial, demeurant Peyrefitte - 31800 SAINT-MARCELT  
**Directeur Général Délégué** : Mr DURRIEU Laurent, né le 26 décembre 1974 à Dompierre Sur Besbre, demeurant 5 Impasse Frédéric Mistral - 31120 LACROIX FALGARDE  
**Commissaire aux Comptes Titulaire** : SARL BGR AUDIT, situé 8 rue Lahondes - 31300 TOULOUSE, N°SIRET : 531 356 277 00016  
La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse.

**Président** : Mr DESJARDINS Pascal, né le 06 avril 1952 à Toulouse, demeurant 6 Rue des Ecoles - 31210 HUOS  
**Directeur Général** : Mr MARTIN Rémy, né le 17 juillet 1966 à Paray Le Monial, demeurant Peyrefitte - 31800 SAINT-MARCELT  
**Directeur Général Délégué** : Mr DURRIEU Laurent, né le 26 décembre 1974 à Dompierre Sur Besbre, demeurant 5 Impasse Frédéric Mistral - 31120 LACROIX FALGARDE  
**Commissaire aux Comptes Titulaire** : SARL BGR AUDIT, situé 8 rue Lahondes - 31300 TOULOUSE, N°SIRET : 531 356 277 00016  
La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse.

POUR AVIS  
Le Président



**PREGA**  
Société par Actions Simplifiée  
au capital de 368.800 euros  
Siège social :  
1773 route de Bazège La Lauragaise  
31670 LABÈGE  
410 258 743 RCS TOULOUSE

Aux termes des délibérations de l'assemblée générale en date du 30 juin 2018, et des décisions du Président du 31 août 2018, le capital a été réduit à zéro par apurement à due concurrence des pertes puis augmenté à 1.500.000 euros au moyen d'une augmentation de capital souscrite par compensation avec des créances, puis, après division de la valeur nominale par 160 et augmentation corrélative du nombre d'actions, réduit d'une somme de 213.189 euros pour être porté de 1.500.000 euros à 1.286.811 euros, par voie d'apurement à due concurrence des pertes constatées dans les comptes de la Société, au moyen de la diminution du nombre d'actions et enfin, réduit d'une somme de 918.011 euros au moyen de la diminution du nombre d'actions et affectation de cette somme à un compte spécial de réserves.  
Il en résulte que le capital social resté fixé à la somme de 368.800 euros divisé en 368.800 actions de 1 euro de valeur nominale chacune.  
Mention sera faite au RCS de Toulouse

**Forme** : Société Coopérative d'Intérêt Collectif-Société par Actions Simplifiée  
**Dénomination** : Jardins du Comminges  
**Siège** : 1 Rue de l'Avenir - 31800 SAINT-GAUDENS  
**Durée** : quatre vingt dix neuf ans à compter du 15 novembre 2018  
**Capital variable** : 5 490€. Ni inférieure à 1 373€, ni au 1/4 du capital le plus élevé atteint.

**Objet** : rechercher et développer des actions d'insertion par l'activité économique en associant toutes les personnes morales ou physiques souhaitant s'inscrire dans un projet de solidarités, interindividuelles et de territoires; créer et gérer une structure d'insertion de personnes en difficultés sociales par la mise en situation professionnelle notamment dans le domaine de l'agriculture biologique; mettre en oeuvre des actions de sensibilisation et d'éducation au respect de l'environnement; contribuer au développement du lien social et de l'activité économique du sud toulousain; réaliser toutes activités annexes et complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles, indirectement ou indirectement à la réalisation des activités précitées.

**Président** : Mr DESJARDINS Pascal, né le 06 avril 1952 à Toulouse, demeurant 6 Rue des Ecoles - 31210 HUOS  
**Directeur Général** : Mr MARTIN Rémy, né le 17 juillet 1966 à Paray Le Monial, demeurant Peyrefitte - 31800 SAINT-MARCELT  
**Directeur Général Délégué** : Mr DURRIEU Laurent, né le 26 décembre 1974 à Dompierre Sur Besbre, demeurant 5 Impasse Frédéric Mistral - 31120 LACROIX FALGARDE  
**Commissaire aux Comptes Titulaire** : SARL BGR AUDIT, situé 8 rue Lahondes - 31300 TOULOUSE, N°SIRET : 531 356 277 00016  
La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse.

POUR AVIS  
Le Président



**OFFICE NOTARIAL D'ESCALQUENS**  
Maître Mathieu BORNET  
Notaire  
61 Avenue de Toulouse, Espace 61  
31750 ESCALQUENS

Avis d'aménagement de régime matrimonial

Aux termes d'un acte reçu par Maître Mathieu BORNET Notaire à ESCALQUENS (31750), 61, avenue de Toulouse, le 9 novembre 2018, à la requête des époux ci-après identifiés :

Monsieur Henri, Claude KUNAKOVITCH et Madame Ersie, Perséphone KYPRIANOU, son épouse, demeurant ensemble à BELBERAUD (31450), 51, chemin de l'église, Nés savoir :  
- Monsieur KUNAKOVITCH à TOULOUSE (31000) le 3 septembre 1956,  
- Madame KYPRIANOU à Nicosie, CHYPRE, le 14 janvier 1959.  
Lesquels ont convenu dans l'intérêt de la famille, d'aménager leur régime matrimonial actuel (régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts) en lui adjoignant une clause de préciput.  
Les oppositions pourront être faites dans un délai de trois mois et devront être notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice à Me Mathieu BORNET, notaire à ESCALQUENS (31750), 61, avenue de Toulouse, Espace 61.  
En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial à M. le juge aux affaires familiales du tribunal de grande instance compétent.

**Forme** : Société Coopérative d'Intérêt Collectif-Société par Actions Simplifiée  
**Dénomination** : Jardins du Comminges  
**Siège** : 1 Rue de l'Avenir - 31800 SAINT-GAUDENS  
**Durée** : quatre vingt dix neuf ans à compter du 15 novembre 2018  
**Capital variable** : 5 490€. Ni inférieure à 1 373€, ni au 1/4 du capital le plus élevé atteint.

**Objet** : rechercher et développer des actions d'insertion par l'activité économique en associant toutes les personnes morales ou physiques souhaitant s'inscrire dans un projet de solidarités, interindividuelles et de territoires; créer et gérer une structure d'insertion de personnes en difficultés sociales par la mise en situation professionnelle notamment dans le domaine de l'agriculture biologique; mettre en oeuvre des actions de sensibilisation et d'éducation au respect de l'environnement; contribuer au développement du lien social et de l'activité économique du sud toulousain; réaliser toutes activités annexes et complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles, indirectement ou indirectement à la réalisation des activités précitées.

**Président** : Mr DESJARDINS Pascal, né le 06 avril 1952 à Toulouse, demeurant 6 Rue des Ecoles - 31210 HUOS  
**Directeur Général** : Mr MARTIN Rémy, né le 17 juillet 1966 à Paray Le Monial, demeurant Peyrefitte - 31800 SAINT-MARCELT  
**Directeur Général Délégué** : Mr DURRIEU Laurent, né le 26 décembre 1974 à Dompierre Sur Besbre, demeurant 5 Impasse Frédéric Mistral - 31120 LACROIX FALGARDE  
**Commissaire aux Comptes Titulaire** : SARL BGR AUDIT, situé 8 rue Lahondes - 31300 TOULOUSE, N°SIRET : 531 356 277 00016  
La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse.

**Président** : Mr DESJARDINS Pascal, né le 06 avril 1952 à Toulouse, demeurant 6 Rue des Ecoles - 31210 HUOS  
**Directeur Général** : Mr MARTIN Rémy, né le 17 juillet 1966 à Paray Le Monial, demeurant Peyrefitte - 31800 SAINT-MARCELT  
**Directeur Général Délégué** : Mr DURRIEU Laurent, né le 26 décembre 1974 à Dompierre Sur Besbre, demeurant 5 Impasse Frédéric Mistral - 31120 LACROIX FALGARDE  
**Commissaire aux Comptes Titulaire** : SARL BGR AUDIT, situé 8 rue Lahondes - 31300 TOULOUSE, N°SIRET : 531 356 277 00016  
La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse.

POUR AVIS  
Le Président

**TRANSPORTS DEVELOPPEMENT DU VOLVESTRE**  
S.A.S.U. au capital de 80.000 €uros  
6, Impasse Ramondet  
ZAC des Serres  
NOE (31410)  
RCS TOULOUSE 325 298 735

Aux termes de l'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement en date du 5 octobre 2018, l'associé unique :  
- A pris acte de la démission de Monsieur Christian MURGIER et de la société ECCGE de leurs fonctions de commissaires aux comptes titulaires et suppléants de la société, à compter du 30 septembre 2018 - minuit ;  
- A décidé de nommer, en remplacement uniquement du commissaire aux comptes titulaire à compter du 1er octobre 2018, jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2022, étant précisé que l'exercice clos le 30 septembre 2018 est pris en charge par ce nouveau commissaire aux comptes :  
Le cabinet BONNEFOY & ASSOCIES SASU au capital de 1.000 €uros  
Commissaires aux comptes  
Représenté par Monsieur Patrick BONNEFOY  
1 Rond Point de Flotis - Bat II  
31240 SAINT-JEAN,  
RCS TOULOUSE 798 286 498

**Forme** : Société Coopérative d'Intérêt Collectif-Société par Actions Simplifiée  
**Dénomination** : Jardins du Comminges  
**Siège** : 1 Rue de l'Avenir - 31800 SAINT-GAUDENS  
**Durée** : quatre vingt dix neuf ans à compter du 15 novembre 2018  
**Capital variable** : 5 490€. Ni inférieure à 1 373€, ni au 1/4 du capital le plus élevé atteint.

**Objet** : rechercher et développer des actions d'insertion par l'activité économique en associant toutes les personnes morales ou physiques souhaitant s'inscrire dans un projet de solidarités, interindividuelles et de territoires; créer et gérer une structure d'insertion de personnes en difficultés sociales par la mise en situation professionnelle notamment dans le domaine de l'agriculture biologique; mettre en oeuvre des actions de sensibilisation et d'éducation au respect de l'environnement; contribuer au développement du lien social et de l'activité économique du sud toulousain; réaliser toutes activités annexes et complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles, indirectement ou indirectement à la réalisation des activités précitées.

**Président** : Mr DESJARDINS Pascal, né le 06 avril 1952 à Toulouse, demeurant 6 Rue des Ecoles - 31210 HUOS  
**Directeur Général** : Mr MARTIN Rémy, né le 17 juillet 1966 à Paray Le Monial, demeurant Peyrefitte - 31800 SAINT-MARCELT  
**Directeur Général Délégué** : Mr DURRIEU Laurent, né le 26 décembre 1974 à Dompierre Sur Besbre, demeurant 5 Impasse Frédéric Mistral - 31120 LACROIX FALGARDE  
**Commissaire aux Comptes Titulaire** : SARL BGR AUDIT, situé 8 rue Lahondes - 31300 TOULOUSE, N°SIRET : 531 356 277 00016  
La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse.

POUR AVIS  
Le Président

RECTIFICATIFS

Rectificatif à l'annonce parue dans le Journal Toulousain du 15/11/2018 concernant TRAVAIL DU BOIS, il faut lire : lieu de signature du sous-seing privé : Vieille Toulouse et Sigle : TDB. Pour avis

ADDITIF : SAS ACQS PATRIMOINE ET FINANCE (Journal Toulousain n°70334731 du 07/06/2018), il y a lieu d'ajouter : Pierre-Laurent LAFFITTE démissionne de son poste de directeur général et son poste ne sera pas remplacé.

Additif à l'annonce parue dans le Journal Toulousain du 18/10/2018 et du 15/11/2018 concernant LE LAB 31. Il convient d'ajouter :  
Objet : Conseils et services dans le domaine de l'électronique : consulting, recherche et développement et toutes prestations de services y afférents, tout négoce de biens matériels en complément des logiciels, toute activité de formation.

POUR AVIS  
Le Président

Le GIP PPLE lance le portail : **P.P.L.E.fr**

**Le site de référence des informations et de la publicité légale des entreprises**

Les trois acteurs du domaine de la publicité légale :

- l'APTE (Association de la Presse pour la Transparence Économique),
- le CNGTC (Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce),
- la DILA (Direction de l'Information Légale et Administrative),

mettent à la disposition des usagers un nouveau Portail d'accès à la Publicité Légale des Entreprises : **P.P.L.E.fr**

Accessible à partir de l'adresse **www.pple.fr**

ce nouveau site offre un accès unique à l'ensemble des informations légales sur les sociétés et les entreprises commerciales détenues par les sites :

- actulegales.fr** qui référence l'ensemble des annonces publiées dans les journaux français d'annonces légales ;
- bodacc.fr** qui détient les données publiées sur le Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales ;
- infogreffe.fr** qui centralise l'ensemble des documents déposés aux registres du commerce.